

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 1**

**Modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Jarret**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

**M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI**

**Excusés :**

**M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES**

**Absents :**

**M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES**

**Rapporteur : M. VIGNES**

**Objet : Modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Jarret**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-45 au L153-48,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation  
au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification

simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

Par courrier en date du 08 février 2019, le maire de Jarret a demandé à la communauté d'agglomération de lancer une procédure de modification simplifiée du PLU de sa commune approuvé en 2010.

Aujourd'hui dans l'attente de la mise en œuvre du plan local d'urbanisme intercommunal du Pays de Lourdes, et pour permettre le développement de la commune, notamment en terme d'habitat, des adaptations du document sont nécessaires.

Cette évolution portera sur une modification du règlement des zones urbaines et plus particulièrement l'article 11. En effet, dans sa rédaction actuelle, le règlement ne prend pas en compte les dimensions du bâti existant et fixe des prescriptions inadéquates, notamment en ce qui concerne les toitures, au regard des enjeux architecturaux pour les zones concernées.

Cette procédure de modification simplifiée est encadrée par les articles L 153-45 à L 153-48 du Code de l'Urbanisme.

Dans le cadre du projet de la commune de Jarret, le dossier de modification sera mis à disposition du public pour une durée d'un mois, à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés, avec un registre pour permettre au public de formuler ses observations, aux lieux et heures habituelles d'ouverture au public:

- à la mairie de Jarret,
- au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Un avis de huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public sera publié dans un journal diffusé dans le département, et affiché en mairie pendant toute la durée de la consultation. Cet avis précisera l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations.

Le dossier mis à disposition du public comprend:

- une notice de présentation de modification exposant les motifs,
- les avis des Personnes Publiques Associées reçus dans le cadre des notifications,
- la délibération du Bureau Communautaire prescrivant la procédure,
- l'arrêté du Président de la CA TLP

Considérant que ce projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle et forestière, une protection éditée en raison des risques de nuisances, des paysages ou des milieux naturels, cette modification peut être engagée dans le cadre de la procédure dite simplifiée.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'engager la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jarret.

**Article 2 :** de préciser que la présente délibération fera l'objet des formalités suivantes:

- affichage au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et à la mairie de Jarret, pendant un mois,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190320-BC200319_01-DE Date de télétransmission : 22/03/2019 Date de réception préfecture : 22/03/2019
--



- Transmission au représentant de l'Etat,
- Publication au registre des délibérations,
- Insertion au recueil des actes administratifs.

**Article 3 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_01-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 2**

**Modification simplifiée n°1 du PLU de Horgues : bilan de la mise à disposition et approbation**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. VIGNES**

**Objet : Modification simplifiée n°1 du PLU de Horgues : bilan de la mise à disposition et approbation**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,

Vu la délibération n°7 du Bureau Communautaire du 12 décembre 2018 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Horgues.

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

Par délibération en date du 12 décembre 2018, le Bureau Communautaire a décidé d'engager une modification simplifiée du PLU de la commune de Horgues. Cette procédure porte sur une modification du règlement de l'article 7 pour les zones UA, UB, UC et AU, et une modification du règlement de l'article 11 pour les zones UA, UB, UC, AU, A et N.

Considérant que le public a pu prendre connaissance du dossier et formuler ses observations selon les modalités suivantes:

- mise à disposition d'un dossier et d'un registre d'observations à la mairie de Horgues et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
- affichage de l'arrêté prescrivant la modification simplifiée n°1 à la mairie de Horgues et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sur les lieux d'affichage habituels,
- publication de l'information dans un journal d'annonces légales au moins huit jours avant le début de la mise à disposition du public.

Considérant que dans le cadre de cette mise à disposition, d'une part, les services de la Direction Départementale des Territoires et le Département ont émis un avis favorable, et que d'autre part la Chambre d'Agriculture a donné un avis favorable sous réserve du retrait de la prescription, dans les articles UA11.2 et A11.2, concernant le pourcentage de pente des versants de toitures des constructions à usage agricole, de l'intégration d'un nouveau seuil minimum toléré de 20% de pente, et du retrait des prescriptions concernant la nature des matériaux de couverture;

Considérant que ces réserves peuvent être prises en compte pour les constructions de bâtiments à usage agricole, à l'exception des habitations, il est proposé au Bureau Communautaire d'approuver la modification simplifiée n° 1 du PLU de Horgues ainsi modifiée:

### **Articles UA11.2 et A11.2 – Forme et gabarits des toitures:**

*...La pente des versants de toiture des constructions à usage d'habitation ou assimilé doit être comprise entre 80% et 120 %. Une pente plus faible est tolérée, au moins égale à 45% pour les annexes de moins de 20 m2 de SHON et pour les constructions à usage artisanal, et au moins égale à 20% pour les constructions à usage agricole...*

### **Articles UA11.3 et A11.3 – Matériaux de couverture:**

*...Pour les constructions à usage d'activité artisanale, un matériau de type bac acier pré laqué ou matériau équivalent de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques;*

***Pour les constructions à usage agricole, un matériau de teinte noire ou gris-anthracite, en harmonie avec les bâtiments voisins, pourra exceptionnellement être admis pour des contraintes techniques...***

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_02-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019



**Article 1 :** de tirer le bilan de la mise à disposition qui a été menée selon les termes ci-dessus exposés

**Article 2 :** d'approuver la modification simplifiée n°1 du PLU de Horgues intégrant les modifications demandées par la chambre d'agriculture, telle que présentée ci-dessus.

**Article 3 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :** la présente délibération accompagnée du dossier de la modification simplifiée sera transmise à monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



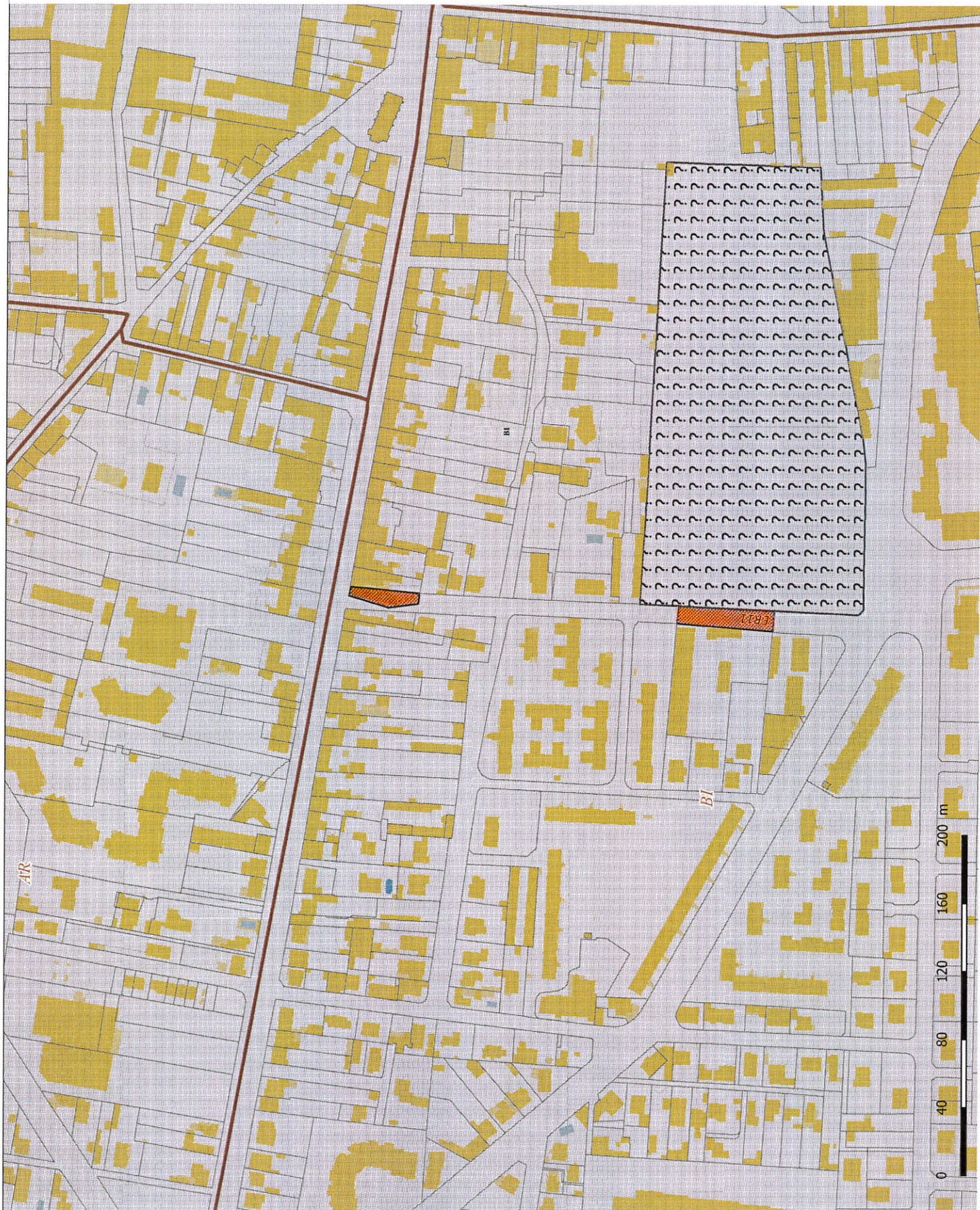


# Carte des données cadastrales

## Légende

- Document d'urbanisme
- Informations complémentaires
- Prescription de droit de préemption
- Prescription surfacique
- Cadastre
- Parcelles
- Sections
- Communes
- Fond
- Étiquettes cadastre
- Sections (étiquettes)
- Données cadastre
- Surfaces
- étang, lac, mare
- cimetière chrétien
- piscine
- Bâti
- bâti dur
- bâti léger
- Subdivisions fiscales

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_03a-AU  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019





**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 3**

**Modification simplifiée n°1 du PLU de Tarbes**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. VIGNES**

**Objet : Modification simplifiée n°1 du PLU de Tarbes**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.



Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,  
Vu la délibération du conseil municipal de Tarbes en date du 17 février 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune,

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

Par courrier en date du 17 décembre 2018, le maire de Tarbes a demandé à la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'engager une procédure de modification simplifiée afin de supprimer l'emplacement réservé N° 11 inscrit au PLU pour l'élargissement et le prolongement de la rue Pierre Loti. Ce projet d'élargissement étant abandonné, il n'y a pas lieu de maintenir cette servitude qui grève plusieurs parcelles.

Considérant que ce projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisances, des paysages ou des milieux naturels, cette modification peut être engagée dans le cadre de la procédure dite "simplifiée", encadrée par les articles L153-35 à L153-48 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre du projet de la commune de Tarbes, le dossier de modification sera mis à disposition du public pour une durée d'1 mois, à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés, avec un registre pour permettre au public de formuler ces observations, aux lieux et heures habituels d'ouverture au public:

- à la mairie de Tarbes,
- au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Un avis sera publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public dans un journal diffusé dans le département, et affiché en mairie et au siège de la communauté d'agglomération pendant toute la durée de la consultation.

Cet avis précisera l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations.

Le dossier mis à disposition du public comprend:

- une notice de présentation du projet de modification exposant les motifs,
- les avis des personnes publiques associées reçus dans le cadre des notifications,
- la délibération du bureau communautaire prescrivant la procédure,
- l'arrêté du Président.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'engager la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Tarbes pour les raisons exposées dans la présente délibération.

**Article 2 :** de préciser que la présente délibération fera l'objet des formalités suivantes:

- affichage au siège de la communauté d'agglomération et à la mairie de Tarbes, pendant 1 mois;
- transmission au représentant de l'Etat;
- publication au registre des délibérations;
- insertion au recueil des actes administratifs.

**Article 3** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 4**

**Modification simplifiée n° 1 du PLU d'Allier**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROcq donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. VIGNES**

**Objet : Modification simplifiée n° 1 du PLU d'Allier**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.



Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,  
Vu la délibération du conseil municipal d'Allier en date du 28 août 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune;

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

Par courrier en date du 03 décembre 2018, le maire d'Allier a demandé à la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'engager une procédure de modification simplifiée afin de modifier certains articles du règlement écrit du PLU.

Dans sa rédaction actuelle, le règlement ne prend pas assez en compte les dimensions du bâti existant et fixe des prescriptions inadéquates au regard des enjeux architecturaux pour les zones concernées.

L'adaptation demandée, en collaboration avec le service commun d'instruction ADS, portera sur une modification du règlement écrit de l'article 7: Implantation par rapport aux limites séparatives, de l'article 10: Hauteur des constructions, et de l'article 11: Aspect extérieur des constructions et aménagement des abords, pour les zones UA, UB et AU.

Considérant que ce projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisances, des paysages ou des milieux naturels, cette modification peut être engagée dans le cadre de la procédure dite "simplifiée", encadrée par les articles L153-35 à L153-48 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre du projet de la commune d'Allier, le dossier de modification sera mis à disposition du public pour une durée d'1 mois, à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés, avec un registre pour permettre au public de formuler ces observations, aux lieux et heures habituels d'ouverture au public:

- à la mairie d'Allier,
- au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Un avis sera publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public dans un journal diffusé dans le département, et affiché en mairie et au siège de la communauté d'agglomération pendant toute la durée de la consultation.

Cet avis précisera l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations.

Le dossier mis à disposition du public comprend:

- une notice de présentation du projet de modification exposant les motifs,
- les avis des personnes publiques associées reçus dans le cadre des notifications,
- la délibération du bureau communautaire prescrivant la procédure,
- l'arrêté du Président.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'engager la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Allier pour les raisons exposées dans la présente délibération.

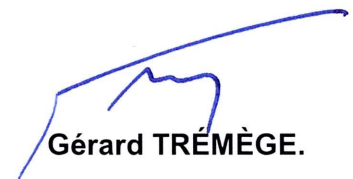
**Article 2** : de préciser que la présente délibération fera l'objet des formalités suivantes:

- affichage au siège de la communauté d'agglomération et à la mairie d'Allier, pendant 1 mois;
- transmission au représentant de l'Etat;
- publication au registre des délibérations;
- insertion au recueil des actes administratifs.

**Article 3** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

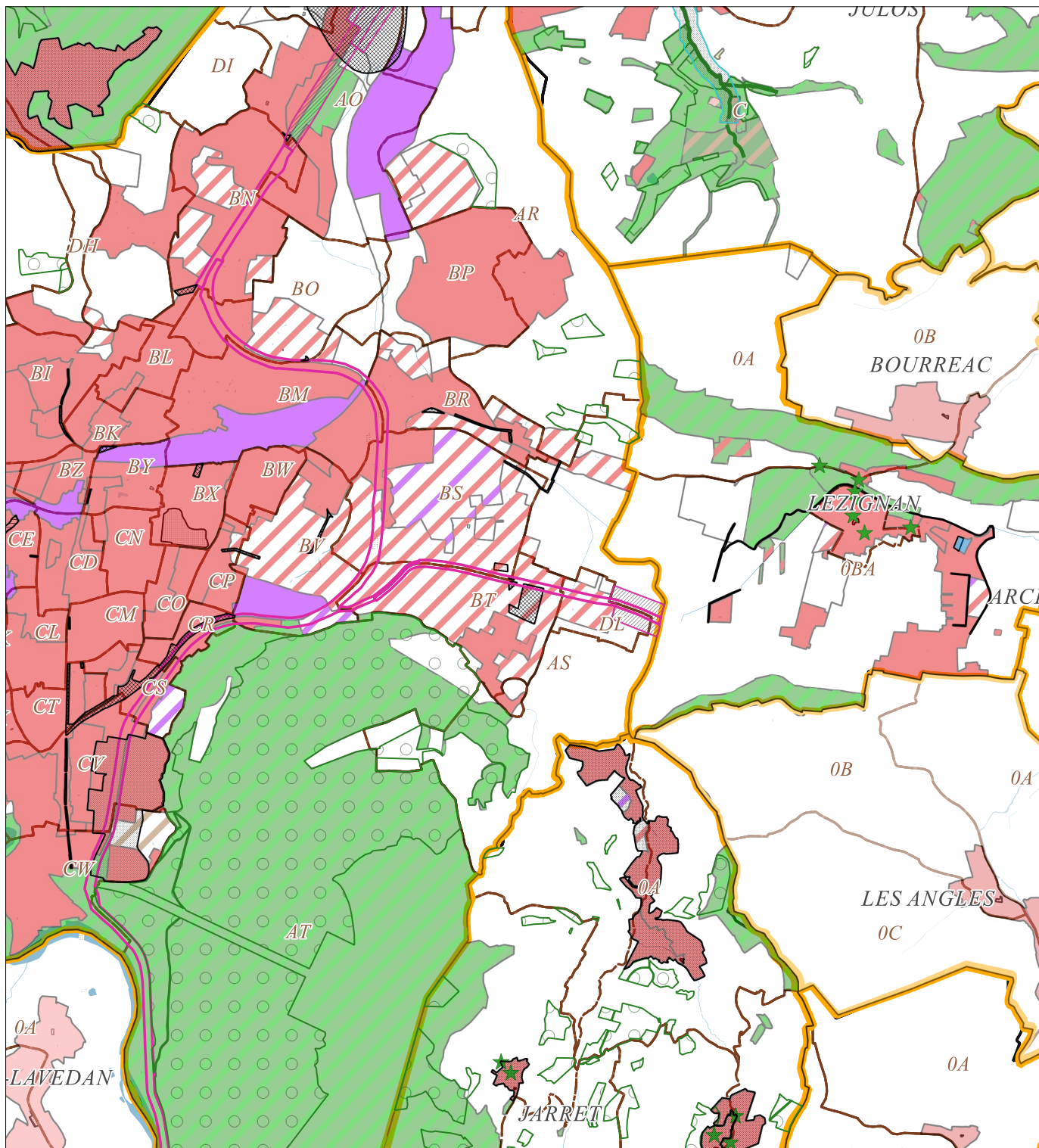
à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**





EPCI (TLP)

## Document d'urbanisme

### Informations complémentaires

- Périmètre de droit de préemption urbain
- Périmètre de sursis à statuer
- Autres

### Prescription ponctuelle

- Element de paysage

### Prescription linéaire

- Element de paysage

### Prescription surfacique

- Espace boisé classé
- Emplacement réservé
- Element de paysage
- Limitation particulières d'implantation des constructions
- Règles d'implantation des constructions
- Autre

### Zonage réglementaire (CC)

- U
- Zc
- ZC
- Znc
- ZNC
- N

## Zonage réglementaire (POS/PLU)

- Zone urbanisée à vocation d'habitat
- Zone urbanisée à vocation d'activité
- Zone urbanisée à vocation d'équipement
- Zone à urbaniser à vocation d'habitat
- Zone à urbaniser à vocation d'activité
- Zone à urbaniser à vocation mixte habitat/activité
- Zone à urbaniser à vocation de loisir et de tourisme
- Zone agricole à vocation d'habitat
- Zone agricole
- Zone naturelle à vocation d'habitat
- Zone naturelle constructible à vocation d'habitat
- Zone naturelle à vocation de loisirs et de tourisme
- Zone naturelle

## Cadastre

### Sections

### Communes

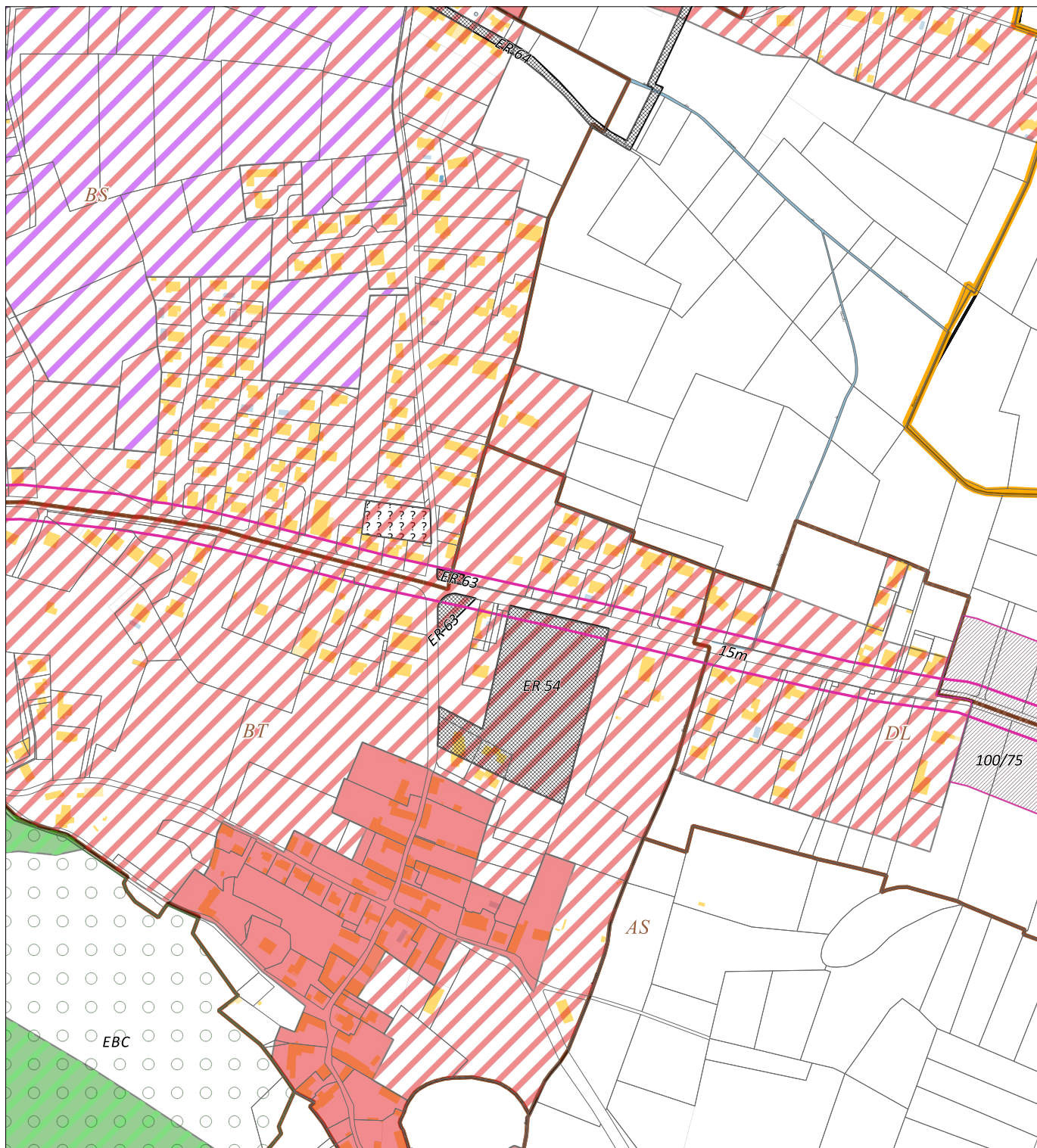
### Fond

### Données cadastre

### Surfaces

- limite surfacique ne format pas parcelle
- parapet de pont
- étang, lac, mare
- cimetière chrétien
- piscine
- Cours d'eau
- Secteurs





EPCI (TLP)

## Document d'urbanisme

### Prescription surfacique

- Espace boisé classé
- Emplacement réservé
- Limitation particulières d'implantation des constructions
- Règles d'implantation des constructions

### Zonage réglementaire (POS/PLU)

- Zone urbanisée à vocation d'habitat
- Zone à urbaniser à vocation d'habitat
- Zone à urbaniser à vocation mixte habitat/activité
- Zone agricole
- Zone naturelle

### Cadastre

- Parcelles

### Sections



## Communes



## Fond

### Étiquettes cadastre

Cours d'eau (étiquettes)

### Données cadastre

### Surfaces

- limite surfacique ne format pas parcelle
- étang, lac, mare
- cimetière chrétien
- piscine
- Cours d'eau

### Bâti

- bâti dur
- bâti léger
- Subdivisions fiscales
- Secteurs

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 5**

**Modification simplifiée n°6 du POS de Lourdes**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. VIGNES**

**Objet : Modification simplifiée n°6 du POS de Lourdes**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 174-4, et du L 153-45 au L 153-48,  
Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n°65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification simplifiée et révision « allégée » des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

Par courrier en date du 15 février 2019, la maire de Lourdes a demandé à la communauté d'agglomération de lancer une procédure de modification simplifiée du POS de sa commune approuvé en 2002.

Aujourd'hui dans l'attente de la mise en œuvre du plan local d'urbanisme intercommunal du Pays de Lourdes, et pour permettre la construction de bâtiments de service public et d'intérêt collectif, notamment le nouveau centre de secours du SDIS, des adaptations du document sont nécessaires.

Cette évolution portera sur la suppression de l'emplacement réservé n°54 destiné à la construction de la gendarmerie et qui grève le terrain dont la ville est propriétaire et destiné à la future caserne, et sur une modification du règlement écrit des articles 1 et 10 de la zone 1NAa.

Cette procédure de modification simplifiée est encadrée par les articles L 153-45 au L 153-48 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre du projet de la commune de Lourdes, le dossier de modification sera mis à disposition du public pour une durée d'un mois, l'exception de samedis, dimanches et des jours fériés, avec un registre pour permettre au public de formuler ses observations, aux lieux et heures habituelles d'ouverture au public :

- A la mairie de Lourdes,
- Au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Un avis huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public sera publié dans un journal diffusé dans le département, et affiché en mairie pendant toute la durée de la consultation. Cet avis précisera l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations.

Le dossier mis à la disposition du public comprend :

- Une notice de présentation du projet de modification exposant les motifs,
- Les avis de Personnes Publiques Associées reçus dans le cadre des notifications,
- La délibération du Bureau Communautaire prescrivant la procédure,
- L'arrêté du Président de la CA TLP

Considérant que ce projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle et forestière, une protection éditée en raison des risques de nuisances, des paysages ou des milieux naturels, cette modification peut être engagée dans le cadre de la procédure dite « simplifiée ».

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'engager la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Lourdes,

**Article 2 :** de préciser que la présente délibération fera l'objet des formalités suivantes :

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190320-BC201319_05-DE Date de télétransmission : 22/03/2019 Date de réception préfecture : 22/03/2019
--



- Affichage au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et à la mairie de Lourdes, pendant un mois,
- Transmission au représentant de l'Etat,
- Publication au registre des délibérations,
- Insertion au recueil des actes administratifs.

**Article 3 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

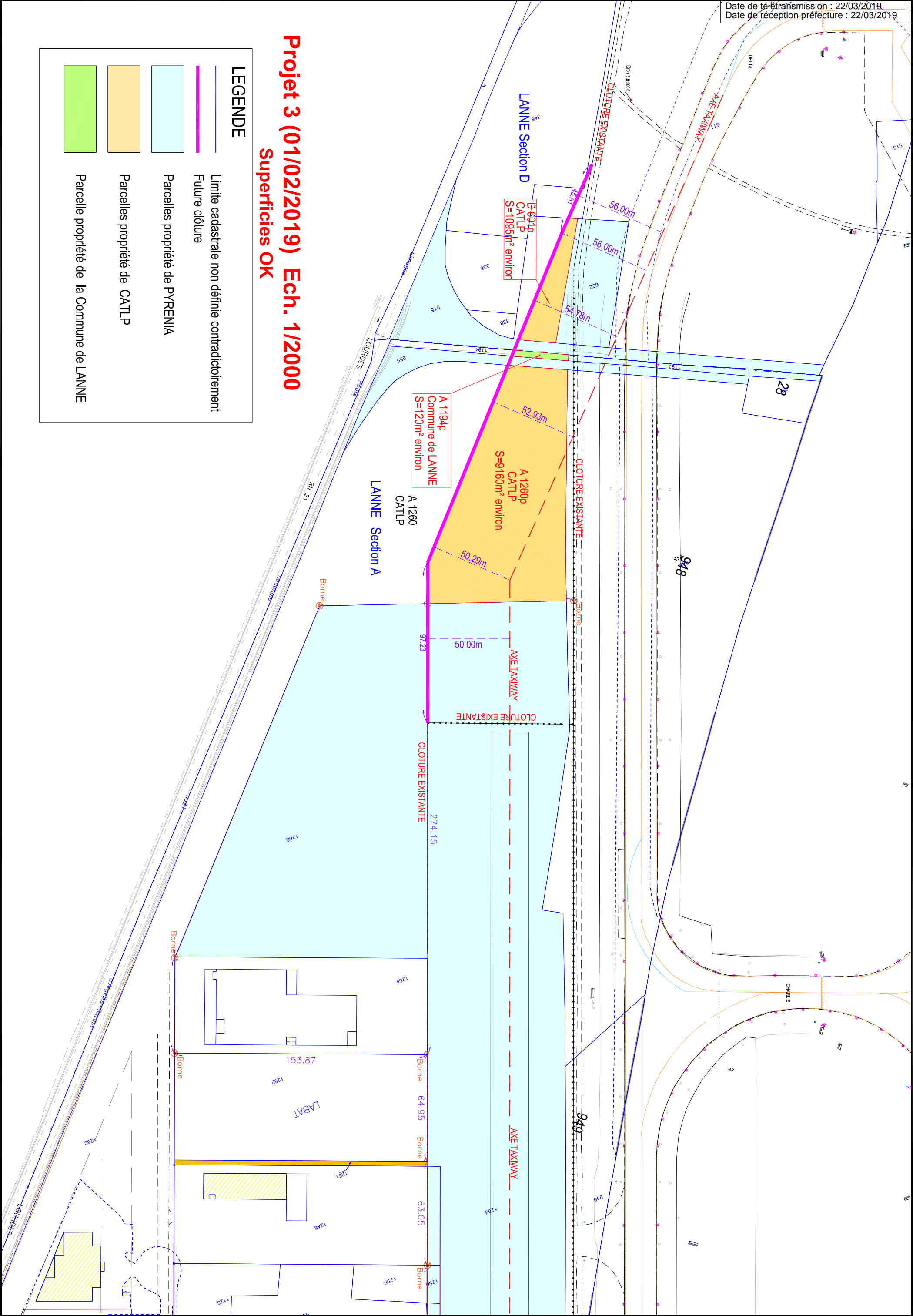
**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**







**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 6**

**Cession parcelles cadastrées D 601 et A 1260 à LANNE au profit du  
SM Pyrénia**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

**M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI**

**Excusés :**

**M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES**

**Absents :**

**M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES**

**Rapporteur : M. VIGNES**

**Objet : Cession parcelles cadastrées D 601 et A 1260 à LANNE au profit du SM Pyrénia**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4.

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.



Vu la délibération n°4 du Bureau Communautaire du 14 novembre 2018 approuvant la cession des parcelles cadastrées D 601 et A 1260 au profit du SM Pyrénia.  
Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour décider l'aliénation et l'acquisition de biens immeubles.  
Vu la saisine des domaines en date du 12 octobre 2018 restée sans réponse.

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

Par délibération en date du 14 novembre 2018 la CATLP avait approuvé la cession de deux parcelles cadastrées D 601 d'une surface de 680m<sup>2</sup> et A 1260 d'une surface de 8 924 m<sup>2</sup>, au profit du Syndicat Mixte Pyrénia à l'euro symbolique, afin de rétablir un différentiel de surface de 11 301 m<sup>2</sup> résultant d'une précédente cession de parcelles entre la CCCO et le Syndicat Mixte Pyrenia.

Après bornage par le géomètre et étude du SM Pyrénia pour le passage des avions sur le taxiway, il s'avère que les surfaces pour ces 2 parcelles ne correspondaient pas.

Finalement la parcelle cadastrée D 601p est de 1 095 m<sup>2</sup> et la parcelle A 1260p est de 9 160 m<sup>2</sup>, soit une surface totale de 10 255 m<sup>2</sup> (plan annexé).

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

**Article 1 :** de rapporter la délibération n°4 du Bureau Communautaire du 14 novembre 2018.

**Article 2 :** d'approuver la cession de ces 2 ensembles fonciers pour une surface totale de 10 255 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique, au profit du SM Pyrénia.

**Article 3 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 7**

**Rétrocession de la parcelle D 428 à Ossun au profit de la Commune d'Ossun**

Date de la convocation : 13/03/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. VIGNES**

**Objet : Rétrocession de la parcelle D 428 à Ossun au profit de la Commune d'Ossun**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Ossun du 27 juin 2016 approuvant la cession de terrain à la CCCO.

Vu la délibération n°19 du Conseil Communautaire du 28 juin 2017 approuvant le retour aux communes des compétences Petite Enfance, Scolaire, Périscolaire et Extra-scolaire.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour décider l'aliénation et l'acquisition de biens immeubles.

Vu la demande de la Commune d'Ossun en date du 15 janvier 2018.

Vu l'avis de France Domaine en date du 14 février 2019.

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

Le 27 juin 2016 la commune d'Ossun a approuvé la cession de terrain à la CCCO pour la construction de 2 micro-crèches.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la compétence petite enfance a été rendue aux communes par délibération du Conseil Communautaire.

De ce fait la Commune d'Ossun demande à la CATLP la rétrocession, dans les mêmes conditions, du terrain cadastré D 428, au lieu-dit Benaous à Ossun, d'une superficie de 3 000 m<sup>2</sup>, au prix de 18 000 €.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

**Article 1 :** d'approuver la rétrocession du terrain cadastré D 428 à la Commune d'Ossun, dans les conditions détaillées ci-dessus.

**Article 2 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 8**

**Avenant de baux précaires pour les locataires du Téléport 3 à  
Juillan (65290)**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. SAYOUS**

**Objet : Avenant de baux précaires pour les locataires du Téléport 3 à Juillan (65290)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4.

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°4 du Bureau Communautaire du 19 septembre 2017 approuvant l'harmonisation sur une période trimestrielle de la perception des loyers de la CATLP.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour la conclusion et la révision du louage de biens immeubles appartenant à la CATLP.

Vu les demandes des locataires.

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

Dans le cadre de la conclusion et de la révision du louage de biens immeubles appartenant à la CATLP, il convient pour le Téléport 3, Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle, 65290 Juillan, de renouveler les baux précaires arrivés à échéances pour les locataires suivants, suite à leurs demandes :

- SELARL DUCRUC-NIOX THERQUEM-ADOUE à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019
- Agronomie Terroirs EURL à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2018
- CRIT Intérim à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018
- ESCAICH ECB à compter du 1<sup>er</sup> août 2018

Il est proposé de reconduire ces baux précaires pour une durée de 12 mois, et d'établir un nouvel avenant pour chacun dans les mêmes conditions de location.

L'appel à loyer se fera par période trimestrielle.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

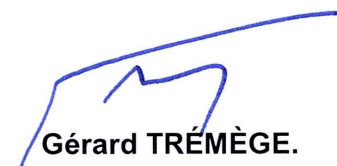
**Article 1 :** d'approuver le renouvellement des baux précaires entre la CATLP et :

- SELARL DUCRUC-NIOX THERQUEM-ADOUE
- Agronomie Terroirs EURL
- CRIT Intérim
- ESCAICH ECB

**Article 2 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 9**

**Dispositif Entrepren@Immobilier : octroi d'une subvention à la  
SASU Salaisons Pyrénéennes sise ZAE Sègues-Longues à  
Bordères-sur-l'Échez**

Date de la convocation : 13/03/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : Mme LAYRE CASSOU**

**Objet : Dispositif Entrepren@Immobilier : octroi d'une subvention à la SASU Salaisons  
Pyrénéennes sise ZAE Sègues-Longues à Bordères-sur-l'Échez**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-



Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°1 du conseil communautaire du 10 avril 2018 approuvant le règlement pour le fonds d'intervention communautaire économique.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget.

### EXPOSE DES MOTIFS :

L'article L1511-3 du Code général des collectivités territoriales attribue aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) une compétence pleine et entière en matière d'immobilier et de foncier d'entreprise.

A ce titre, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a décidé d'instaurer une aide communautaire nommée Entrepren@Immobilier visant à accompagner les porteurs de projet pour s'installer et se développer sur les zones d'activités économiques.

La SASU Salaisons Pyrénéennes représentée par Monsieur Dominique DUPRAT voit son développement freiné par une capacité de production arrivée à saturation et des équipements non adaptés à ses objectifs de développement et de diversification. Elle souhaite donc investir 3.5 millions d'euros sur une période de 3 ans afin de monter en capacité, procéder à des innovations « produits » et améliorer la qualité « produits ».

Cette entreprise qui compte 31 salariés en CDI a un projet immobilier d'extension de 500m<sup>2</sup> de son bâtiment situé sur la ZAE Sègues-Longues à Bordères-sur-l'Echez afin de se développer et de recruter 6 personnes supplémentaires.

Le projet d'investissement global s'élève au total à 3 544 444,76 €HT au titre de l'immobilier.

Le plan de financement prévisionnel HT au titre de l'immobilier est le suivant :

Structure	%	Montant prévisionnel 2018 (en €)
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées :		
- (Entrepren@Immobilier)	1,41	50 000,00
- (Appel à projet Agro-Alimentaire)	0,42	14 724,33
Région Occitanie	8,54	302 757,37
FEADER	9,63	341 407,25
Autofinancement	80	2 835 555,81
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>3 544 444,76</b>

Au regard des éléments ci-dessus et du règlement d'intervention Entrepren@, il est proposé d'octroyer une subvention de 50 000€ à la société Salaisons Pyrénéennes au titre de son projet immobilier.

Une demande complémentaire de 14 724,33 € a été déposée au titre de l'Appel à Projets Agro-Alimentaire, elle sera étudiée dans un second temps et présentée au Bureau Communautaire de juin 2019.

L'exposé du Rapporteur entendu,

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_09-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019

Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

**Article 1** : d'attribuer une subvention de 50 000€ à la société Salaisons Pyrénéennes pour le financement du projet d'extension de son bâtiment représentant 1,41 % du coût de l'opération immobilière.

**Article 2** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**







**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT D'ACHAT EN VUE DE LA PASSATION DE MARCHES DE PRESTATIONS DE SERVICES PORTANT SUR LES TELECOMMUNICATIONS VOIX ET DONNEES (INTERCONNEXION DE SITES, ACCES INTERNET, TELEPHONIE FIXE ET MOBILE) ET LEURS AVENANTS EVENTUELS »**

**PREAMBULE**

Le présent groupement de commande est constitué par les établissements suivants :

**Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, Coordonnateur du groupement**

Zone tertiaire Pyrène Aéro pôle téléport 1 CS 51331, 65013, Tarbes Cedex 9

**Syndicat Mixte de Collecte des Déchets (SYMAT)**

115, Rue de l'Adour, 65460 Bours

**Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD 65)**

2, Rue du Tourmalet, 65420 Ibos

ayant souhaité s'engager dans la procédure d'achat suivante :

- Services de télécommunications voix et données (interconnexion de sites, accès internet, téléphonie fixe et mobile)

**ARTICLE I – OBJET**

Les établissements visés à l'article II de la présente convention constituent un groupement de commande pour réaliser en commun l'achat de services de télécommunications voix et données (interconnexion de sites, accès internet, téléphonie fixe et mobile).

Le groupement de commande est créé en application de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, avec désignation d'un coordonnateur mandataire.

Le coordonnateur désigné par la présente convention signera et notifiera le(s) marché(s) particulier(s) qu'il conclura avec le ou les entrepreneurs retenus, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant également de sa bonne exécution.

Le coordonnateur est réputé compétent pour mettre en œuvre toute procédure d'achat groupé dans le domaine susmentionné, pour répondre à des besoins communs connus ou à venir, pendant la durée de validité de la présente convention.

## **ARTICLE II – COMPOSITION DU GROUPEMENT - ADHESION**

Sont membres de droit du groupement de commande, les établissements ayant souhaité s'engager dans la procédure d'acquisition de services de télécommunications voix et données (interconnexion de sites, accès internet, téléphonie fixe et mobile).

L'établissement coordonnateur fait connaître aux adhérents son intention de réaliser un achat groupé pour l'acquisition de services de télécommunications voix et données (interconnexion de sites, accès internet, téléphonie fixe et mobile), puis engage les travaux préliminaires à la publicité de la consultation. Les établissements adhérents notifient par écrit au coordonnateur leur décision de participer à la consultation, préalablement à sa publicité, et avant la date limite, déterminée par le coordonnateur, compatible avec le délai de recueil des besoins des adhérents et de préparation de la consultation.

Le mandat donné au coordonnateur par l'adhérent, par la présente convention ainsi que par chaque notification de participation aux consultations du groupement de commande, présente un caractère absolu, en conséquence duquel l'adhérent n'est pas autorisé à se désengager individuellement du marché du groupement avant sa complète exécution pour ce qui le concerne, et s'oblige donc à respecter les quantités ou valeurs de la commande à laquelle il s'est engagé.

## **ARTICLE III – DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT COORDONNATEUR**

Le Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est désignée par l'ensemble des établissements membres du groupement comme établissement coordonnateur – mandataire. Il est représenté par son Président, représentant légal, ou son délégué.

L'établissement coordonnateur mandataire est autorisé à cesser ses fonctions sous les réserves et selon les conditions suivantes :

- La cessation des fonctions de coordonnateur ne peut intervenir au cours d'une procédure de passation d'un marché.
- La cessation des fonctions est soumise à un préavis de 6 mois notifié aux adhérents du groupement par le coordonnateur qui envisage de cesser ses fonctions.
- Le coordonnateur qui a cessé ses fonctions redevient simple membre du groupement au sens de la présente convention
- La cessation des fonctions du coordonnateur et la désignation d'un nouveau coordonnateur donnent lieu à la signature par les membres du groupement d'un avenant à la présente convention.
- Dans l'impossibilité manifeste de désigner un nouvel établissement coordonnateur, le comité de groupement décide la dissolution du groupement de commande, conformément aux dispositions de l'article XII de la convention et le coordonnateur prend en charge les opérations de dissolution. Il reste également responsable des missions visées à l'article IV, III et IV de la convention jusqu'à l'échéance de l'ultime marché qu'il a conclu pour les adhérents du groupement de commande.

## **ARTICLE IV – MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT COORDONNATEUR**

### **IV-1 Politique générale et représentation du groupement**

L'établissement coordonnateur est chargé :

1. de définir la politique générale du groupement de commande,

2. de représenter le groupement dans le cadre fixé dans la présente convention

#### **IV-2 Passation du marché**

L'établissement coordonnateur est chargé :

1. de réaliser l'étude de marché préalable à l'organisation de la procédure d'achat, de coordonner l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure d'achat,
2. d'assurer l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure d'achat,
- 3- de recenser les besoins du groupement et de ses membres. La procédure de recensement et de validation des besoins des adhérents prévoit à minima la validation par chaque adhérent des quantités et valeurs sur lesquelles il s'engage,
- 4- de constituer le cas échéant, réunir et animer les comités d'experts,
- 5- de coordonner l'élaboration du cahier des charges de la consultation, en concertation avec les adhérents, et d'en assurer la réalisation technique,
- 6- d'établir les pièces administratives liées à la procédure de consultation
- 7- d'assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence
- 8- de gérer la dématérialisation de la procédure
- 9- de procéder à la réception et à l'enregistrement des candidatures, et le cas échéant à leur régularisation
- 10- de procéder à la réception et à l'enregistrement des offres, et le cas échéant à leur régularisation
- 11- de coordonner le dépouillement et l'analyse des offres, et de mettre plus généralement en œuvre toute procédure réglementaire qui lui semblera adéquate pour l'analyse et la sélection des offres,
- 12- de convoquer et de conduire les réunions des comités techniques du groupement de commande, notamment préalables aux décisions de choix,
- 13- de convoquer les réunions des commissions d'appel d'offres
- 14- d'informer les candidats des résultats de la consultation
- 15- d'informer les établissements membres du groupement du candidat retenu et du marché signé par le coordonnateur en tant que pouvoir adjudicateur, dans des délais compatibles avec la mise en œuvre du marché au sein de chaque établissement,
- 16- de gérer l'ensemble des relations avec l'Autorité administrative (notamment le contrôle de légalité) dans le cadre et en conséquence de la passation du marché du groupement,
- 17- de notifier le marché au candidat retenu par le groupement,
- 18- de publier les avis d'attribution,
- 19- de communiquer aux adhérents la copie du marché pour leur en permettre l'exécution, et de leur transmettre plus généralement toutes pièces nécessaires à la bonne gestion du marché – cette procédure pouvant être réalisée sous forme dématérialisée.

#### **IV-3 Exécution du marché**

L'établissement coordonnateur est chargé :



1. de superviser la phase de lancement du marché et d'accompagner la mise en œuvre initiale par le titulaire dans les établissements adhérents,
2. de procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché, ainsi qu'aux remises en compétition régulières prévues par certains marchés, de réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification des marchés,
3. de gérer les procédures relatives aux clauses d'ajustement et de révision de prix (vérification des actualisations et révisions éventuelles appliquées par le titulaire), et d'en communiquer les résultats aux adhérents,
4. de procéder à la reconduction expresse des marchés pluriannuels, après avis des adhérents, de prononcer leur résiliation, après avis conformes des adhérents,
5. de gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants propres à chaque adhérent et des recours contentieux formés par ou contre un établissement adhérent à titre individuel. Le coordonnateur pourra toutefois le cas échéant apporter son aide au dit adhérent, sur sa demande,
6. d'apporter son aide aux adhérents sur leur demande et dans la limite de ses possibilités, au cas de litiges ou de contentieux entre un adhérent et le titulaire du marché, au titre de l'exécution du marché groupé.
7. de prononcer la résiliation du marché après avis conforme de l'ensemble des adhérents

#### **IV-4 Mesure des résultats et suivi du marché**

L'établissement coordonnateur est chargé :

1. de recueillir les données et les informations nécessaires à la mesure des résultats de la procédure d'achat groupé, et à l'évaluation de la performance d'achat,
2. de réaliser le suivi statistique, au sens économique, financier et d'exécution du marché, à partir des données transmises par les adhérents ou les prestataires, dès que la nature de ces données aura été définie.

#### **IV- 5 Renouvellement et continuité du marché**

L'établissement coordonnateur est chargé de :

- la veille achat sur le marché ainsi que de la continuité de l'expertise,
- préalablement à l'échéance du marché en cours, et selon des délais d'anticipation adéquats à la procédure à mettre en œuvre, de solliciter les adhérents afin d'envisager la passation d'un nouveau marché et d'assurer la continuité de l'achat groupé.

### **ARTICLE V – MISSIONS DU REFERENT DU PROJET DE L'ETABLISSEMENT COORDONNATEUR**

Le référent du projet de l'établissement coordonnateur est chargé, avec l'aide des référents des établissements adhérents, de:

- 1° organiser les expertises dans le domaine d'achat concerné,
- 2° établir la liste des experts référents désignés par chaque établissement adhérent,
- 3° participer à l'état des lieux des acquis et des besoins des établissements membres du groupement,
- 4° présider à la rédaction des cahiers des clauses techniques en accord avec les référents techniques,
- 5° participer à la définition des critères de choix en accord avec les référents techniques,

6° préparer, la synthèse des avis de la commission technique,

7° rédiger le rapport d'analyse aboutissant à la signature du marché par le pouvoir adjudicateur,

8° assurer une veille technologique en transmettant aux référents des établissements adhérents toutes les informations utiles.

## **ARTICLE VI – OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les établissements adhérents sont réputés responsables de la totalité des missions non visées à l'article IV ci avant et en conséquence non confiées à l'établissement coordonnateur du groupement de commande.

Chaque établissement membre du groupement s'engage à :

### **VI-1 Dispositions générales**

1. désigner un référent, responsable notamment de la définition des besoins, pour ce qui concerne le membre qu'il représente, et interlocuteur principal du coordonnateur, pour la mise en œuvre du regroupement de l'achat, et la participation à la démarche collective de coopération,
2. dégager les ressources de management, administratives, techniques et informatiques nécessaires à l'avancement du projet, sur site, et pour la participation aux comités de groupement, comités techniques et autres structures de concertation, animés par le coordonnateur,
3. participer dans la mesure de ses besoins et possibilités à toute procédure d'achat organisée par le coordonnateur au titre de l'objectif de regroupement de l'achat,

### **VI-2 Passation du marché**

1. respecter les échéanciers et calendriers établis par le coordonnateur pour la passation du marché groupé, en particulier pour le recueil et la transmission des données de son établissement de façon générale, transmettre au coordonnateur, dans les délais fixés, les états de besoins et toute autre pièce ou information nécessaire à l'organisation de la consultation et à la passation du marché groupé,
2. participer aux réunions de travail ou de coordination organisées par le coordonnateur, dans la mesure de ses possibilités et à la demande du coordonnateur, déléguer des représentants de son établissement dans les comités techniques,
3. contribuer, à la demande du coordonnateur, aux procédures que le coordonnateur estimera adéquates pour l'analyse et la sélection des offres.

### **VI-3 Exécution du marché**

1. exécuter le marché groupé dans les conditions fixées par le marché et dans le respect des dispositions de la présente convention, et respecter en particulier les engagements financiers et quantitatifs, ainsi que ceux relatifs aux modalités d'exécution du marché, qu'il est réputé avoir pris vis-à-vis du titulaire du marché, du coordonnateur et de l'ensemble des autres membres du groupement. Etant entendu qu'un litige à ce niveau est considéré comme propre à chaque adhérent et ne saurait engager la responsabilité de l'établissement coordonnateur,
2. émettre auprès du titulaire du marché les bons de commandes, ordres de services et tous documents prévus au CCAP,
3. procéder à la réception, au contrôle et au traitement des factures,

4. procéder au paiement des fournisseurs du groupement dans le délai réglementaire, et mettre à ce titre en œuvre les dispositions prévues au CCAP du marché,
5. procéder à la vérification et à l'admission des prestations, conformément aux dispositions du CCAP du marché,
6. en cas de non-respect de ses obligations contractuelles par le titulaire, mettre en œuvre les pénalités, selon les dispositions prévues au CCAP du marché,
7. informer le coordonnateur de toute difficulté d'exécution du marché, notamment pouvant avoir une incidence sur les conditions de son exécution pour les autres adhérents, ou sur son renouvellement, et / ou impliquant l'intervention du coordonnateur,
8. communiquer au coordonnateur toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché,
9. participer à la veille technologique en transmettant au coordonnateur toutes les informations utiles concernant les services objet du marché.

#### **VI-4 Evaluation des résultats et suivi du marché**

- transmettre au coordonnateur les données et informations nécessaires au suivi de l'exécution du marché ainsi qu'à l'évaluation des résultats, de la satisfaction des adhérents et de la performance achat.

#### **ARTICLE VII – CADRE JURIDIQUE DE L'ACHAT**

L'établissement coordonnateur réalisera la procédure d'achat dans le cadre de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE VIII – POUVOIR ADJUDICATEUR – RESPONSABLE DE LA COORDINATION**

L'établissement coordonnateur constitue un pouvoir adjudicateur au sens des directives européennes.

La personne responsable de la coordination du groupement de commande, dans la limite des attributions déléguées visées à l'article IV, est le Président de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, représentant légal, ou son délégataire.

#### **ARTICLE IX – ORGANES DU GROUPEMENT – PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT**

Le coordonnateur anime les organes suivants du groupement :

- Le **Comité de groupement**, composé des responsables des achats de chaque adhérent. Il valide la politique générale du groupement et le budget prévisionnel annuel de fonctionnement du groupement, que lui soumet le coordonnateur.  
Il émet un avis en cas de procédure d'exclusion d'un adhérent engagée par le coordonnateur.  
Il est informé de la participation des adhérents à la procédure d'achat groupé et de son résultat.  
Il peut être saisi par le coordonnateur de toute difficulté d'organisation ou de fonctionnement du groupement, ainsi que de tout litige intervenu, soit entre le coordonnateur et un ou plusieurs adhérents, soit entre des adhérents.  
Dans les cas où la présente convention a prévu le recueil de l'avis des adhérents par le coordonnateur, et dans tout autre cas de demande d'avis à l'initiative du coordonnateur, celui-ci conserve la libre appréciation de réunir à cette fin le comité de groupement ou de mettre en œuvre toute autre modalité et procédure de concertation.  
Le comité de groupement est réuni par le coordonnateur en tant que de besoin. Il peut aussi être réuni à la demande des adhérents du groupement.
- Le **Comité technique**, composé, à l'initiative du coordonnateur, et sur proposition éventuelle des adhérents, des référents techniques dans le domaine d'achat, et issues de l'établissement coordonnateur et des adhérents. Le comité est multidisciplinaire et sa



composition varie selon les besoins du coordonnateur et les matières ou questions soumises à l'expertise. Il associe les spécialistes de l'achat pour le domaine et des experts intéressés au même domaine, en amont ou en aval de l'achat. Il participe à la définition et à la mise en œuvre opérationnelle des politiques, techniques et procédures d'achats groupés.

Comme suite à l'analyse des offres, il donne un avis écrit sur le choix du titulaire, du produit et des prestations, préalablement à la rédaction du rapport d'analyse rédigé par le référent du projet de l'établissement coordonnateur. Il peut en aller de même, le cas échéant, pour l'examen des candidatures dans certaines procédures de marché (procédures restreintes).

Lors des commissions techniques, le comité technique prend ses décisions le cas échéant par vote à la majorité des membres présents.

En cas de désaccord, le coordonnateur arbitre et décide en dernier recours.

## **ARTICLE X –REPARTITION DES RESPONSABILITES**

Au titre de la présente convention, l'établissement coordonnateur est lié par un contrat de mandat aux membres du groupement, au terme duquel il engage sa responsabilité à raison des fautes commises dans l'exécution de ses missions, définies par la présente convention.

En conséquence, l'établissement coordonnateur est responsable envers les établissements membres du groupement de la bonne exécution des seules missions déléguées prévues à l'article IV de la présente convention, et dans la mesure où les adhérents auront eux-mêmes respecté les engagements visés à l'article V.

Au titre du mandat que lui confère la présente convention, le coordonnateur engage la responsabilité des membres du groupement vis-à-vis des entreprises candidates et du titulaire du marché, à charge pour les adhérents d'engager la responsabilité du coordonnateur en cas de faute de ce dernier.

## **ARTICLE XI – DISPOSITIONS FINANCIERES**

L'établissement désigné coordonnateur du groupement assumera la charge financière liée aux attributions qui lui sont confiées par la présente convention.

## **ARTICLE XII - DUREE DE LA CONVENTION – DISSOLUTION DU GROUPEMENT**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les parties.

Elle est conclue pour la durée de la procédure d'acquisition de services de télécommunications voix et données (interconnexion de sites, accès internet, téléphonie fixe et mobile), période qui se terminera à la date d'échéance du marché.

Elle prend fin avant cette échéance sur décision du comité de groupement, notamment en cas d'abandon de la politique d'achat groupé.

Le coordonnateur prend en charge les opérations de dissolution du groupement.

## **ARTICLE XIII – RESILIATION DES MARCHES DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur est seul habilité à procéder à la résiliation du marché du groupement, conformément aux dispositions des CCAP et après avis conforme des adhérents. Il décide en dernier recours en cas de désaccord entre les membres.

## **ARTICLE XIV – NOUVELLE ADHESION AU GROUPEMENT**

La demande d'adhésion au groupement de commande est adressée à l'établissement coordonnateur avant le 1<sup>er</sup> du mois précédent le mois de lancement des consultations d'appel d'offres.

L'adhésion ne devient définitive qu'après signature de la convention constitutive du groupement de commande par le nouvel adhérent et le coordonnateur, après avis du

Comité du groupement. Elle produit effet aux dates permises par le marché du groupement ainsi que par la réglementation et par la jurisprudence en vigueur.

## **ARTICLE XV – RETRAIT ET EXCLUSION DU GROUPEMENT**

Le retrait du groupement de commande intervient consécutivement à la décision de l'établissement adhérent de se retirer du Groupement.

Le retrait du groupement de commande ne peut intervenir que si l'adhérent constate qu'il n'a plus de besoins à satisfaire à travers la procédure d'achat du groupement de commande.

Les adhérents sont informés sans délai par le coordonnateur du retrait d'un des membres du groupement de commande.

L'exclusion peut intervenir à l'initiative du coordonnateur du groupement de commande, sur le constat de fautes répétées de l'établissement membre, et notamment de non-respect de ses obligations au titre de la convention constitutive et de ses avenants, ou du marché conclu par le groupement. Dans ce cas, la décision d'exclusion intervient après :

- mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, notifiée par le coordonnateur, et restée sans effet dans le délai d'un mois suivant la notification,
- avis du comité de groupement, saisi par le coordonnateur à l'échéance de la mise en demeure.

Le coordonnateur notifie sa décision d'exclusion au membre exclu, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de 15 jours suivant la réunion du comité de groupement.

Le retrait ou l'exclusion du groupement de commandes prend effet à la date permise par le marché dudit groupement.

L'adhérent qui décide de se retirer ou qui est exclu du groupement de commande reste engagé jusqu'à l'échéance du marché groupé auquel il a participé, périodes de reconduction éventuelle comprises, sauf décision contraire du coordonnateur, après avis favorable du comité de groupement.

L'établissement coordonnateur est dégagé de tout recours contentieux au titre du retrait ou de l'exclusion d'un établissement membre du groupement de commande. Celui-ci assume seul les dommages et intérêts ou indemnités susceptibles d'être demandés par le titulaire du marché qui s'estimerait lésé par son retrait ou son exclusion.

## **ARTICLE XVI – DIFFERENDS ET LITIGES – CONTENTIEUX**

Les membres du groupement de commande poursuivront toute voie de conciliation amiable au cas de litige ou de différend survenu, soit entre le coordonnateur et un ou plusieurs membres, soit entre les membres eux – mêmes.

Le coordonnateur peut décider de soumettre différends et litiges à l'avis du Comité de groupement.

Au cas de contentieux entre le coordonnateur et un ou plusieurs membres du groupement de commande, la juridiction compétente est celle du siège de l'établissement coordonnateur

## **ARTICLE XVII – DESIGNATION D'UN NOUVEAU COORDONNATEUR**

L'établissement coordonnateur peut cesser ses fonctions, à sa demande ou en cas de non renouvellement de son mandat, sous les réserves et selon les conditions suivantes :

- La cessation des fonctions de coordonnateur ne peut intervenir au cours d'une procédure de passation d'un marché, telle que définie à l'article IV.II de la présente convention pour ce qui concerne les missions et responsabilités du coordonnateur du groupement de commande.

- La cessation des fonctions est soumise à un préavis de six mois, notifié aux adhérents du groupement par le coordonnateur qui envisage de cesser ses fonctions.
- Dans le délai d'un mois suivant cette notification, le coordonnateur réunit le Comité de groupement. Celui-ci procède à la désignation d'un nouvel établissement coordonnateur.
- La cessation des fonctions du coordonnateur et la désignation d'un nouveau coordonnateur donnent lieu à la signature par les membres du groupement d'un avenant à la présente convention.
- Dans l'impossibilité manifeste à désigner un nouvel établissement coordonnateur, le Comité de groupement décide la dissolution du groupement de commande, conformément aux dispositions de l'article XII de la convention, et le coordonnateur prend en charge les opérations de dissolution. Il reste également responsable des missions visées à l'article IV. III et IV de la convention, jusqu'à l'échéance de l'ultime marché qu'il a conclu pour les adhérents du groupement de commande.

## **ARTICLE XVIII – ASSURANCES**

Le groupement d'achat créé par la présente convention est assuré par l'intermédiaire de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées au titre de son assurance responsabilité civile générale et dans le cadre de son contrat protection juridique.

## **ARTICLE XIX – CALENDRIER**

Le calendrier de la consultation lancée par le groupement de commande est placé en annexe de la présente convention au fur et à mesure de la mise en œuvre de la procédure.

***Signature et cachet du représentant légal***

**Etablissement coordonnateur**

**Etablissements adhérents**

A , le



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 11**

**Prestations de balayage mécanique des voiries et bandes cyclables des zones d'activités communautaires - Autorisation de signature du marché**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. CLAVE**

**Objet : Prestations de balayage mécanique des voiries et bandes cyclables des zones d'activités communautaires - Autorisation de signature du marché**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5, II, 5°

Vu l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_11-AI  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2009 modifié portant transformation de la communauté de communes de l'agglomération tarbaise en communauté d'agglomération du Grand Tarbes,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n° 6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation de compétences du Conseil Communautaire au Président et au Bureau pour les marchés publics.

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a décidé d'organiser une consultation en vue de la dévolution des prestations de balayage mécanique des voiries et bandes cyclables des zones d'activités communautaires. Le montant estimé de ces prestations étant de 462 000 € H.T. pour une durée de 48 mois, cette consultation a donc fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert.

La forme du marché est la suivante : marché simple à prix global et forfaitaire annuel, d'une durée de 12 mois reconductible trois fois.

En conséquence, un avis d'appel public à la concurrence a été adressé à la publication le 14/01/2019 au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics, ainsi que sur le profil acheteur de l'établissement. La date limite de remise des offres a été fixée au 15/02/2019.

Les plis ont été ouverts le 18/02/2019. Deux candidatures ont été déposées au titre de cette consultation.

La Commission d'appel d'offres habituellement constituée a attribué, lors de la séance du 01/03/2019, 10H30, le marché comme suit :

- à l'entreprise SARL FRECHOU Daniel, dont le siège est sis 81, chemin Darré Lasbordes, 65320 TARASTEIX, pour un montant annuel de 101 212 H.T.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à signer le marché correspondant.

à l'unanimité.

**Le Président,**

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_11-AI  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019  
**Gérard TRÉMEGE**



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 12**

**Cession de la parcelle H239 à IBOS au profit de Laurent BAJAC**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. FEGNE**

**Objet : Cession de la parcelle H239 à IBOS au profit de Laurent BAJAC**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4.

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°17 du Conseil Communautaire du Grand Tarbes du 27 janvier 2005, pour l'acquisition de parcelles à Ibos.



Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour décider l'aliénation et l'acquisition de biens immeubles.

Vu la demande de Monsieur BAJAC.

Vu l'avis des domaines en date du 19 février 2019.

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

Monsieur Laurent BAJAC, agriculteur à IBOS (65420), a sollicité la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, afin de se porter acquéreur d'un ensemble foncier acquis en 2005 par le Grand Tarbes, pour l'aménagement de la ZAC du Parc des Pyrénées.

Cet ensemble foncier cadastré H239, est une ancienne exploitation agricole d'un hectare, composée de 9 bâtiments qui doivent tous être démolis du fait de la nature de leur construction (amiante et/ou fibrociment, etc.). A ce jour, l'estimation des frais de démolition est évaluée à 160 200 €.

En concertation avec la Mairie d'Ibos et pour que Monsieur BAJAC puisse s'installer et exploiter cette parcelle, il est proposé de lui céder cet ensemble foncier à l'euro symbolique compte tenu des frais importants liés à la démolition des bâtiments.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

**Article 1 :** d'approuver la cession de cet ensemble foncier, cadastré H236, 65420 IBOS, au profit de Monsieur Laurent BAJAC à l'euro symbolique.

**Article 2 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 13**

**Cession de la parcelle cadastrée I 1600 sur la ZAC du Parc  
d'Activités des Pyrénées à Ibos au profit du SMTD 65**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. FEGNE**

**Objet : Cession de la parcelle cadastrée I 1600 sur la ZAC du Parc d'Activités des  
Pyrénées à Ibos au profit du SMTD 65**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4.

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour décider l'aliénation et l'acquisition de biens immeubles.

Vu la délibération n°4 du Conseil Communautaire du 30 août 2017 fixant le prix de vente des terrains situés sur les ZAE de la CA Tarbes Lourdes Pyrénées.

Vu la demande du SMTD65.

Vu l'avis du Domaine en date du 25 janvier 2019.

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

Dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités économiques (ZAE) Euro Campus Pyrénées à Ibos, le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD 65) a sollicité la CATLP pour acquérir une nouvelle parcelle sur le Parc d'Activité des Pyrénées afin de pouvoir construire une station de lavage Poids Lourds.

Il est proposé de céder au SMTD 65 une emprise foncière de 2 231 m<sup>2</sup> correspondant à la parcelle cadastrée I 1600, au prix de 35 € H.T/m<sup>2</sup>, soit un prix total de 78 085 € H.T. (majoré de la TVA selon les dispositions fiscales en vigueur), auquel il convient de rajouter les frais d'acte de vente.

La superficie cadastrale est indiquée sous réserve du bornage définitif du géomètre.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

**Article 1** : de procéder à la cession au SMTD 65, de la parcelle cadastrée I 1600 à Ibos, une emprise foncière de 2 231 m<sup>2</sup> (avant bornage définitif du géomètre), au prix de 35 € H.T/m<sup>2</sup>, soit un prix total de 78 085 € H.T, majoré de la TVA selon les dispositions fiscales en vigueur.

**Article 2** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 14**

**Cession des lots 93 - 98 bis et 99 sur la ZAC du Parc d'activité des  
Pyrénées à Ibos**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. FEGNE**

**Objet : Cession des lots 93 - 98 bis et 99 sur la ZAC du Parc d'activité des Pyrénées à  
Ibos**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4.

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.



Vu la délibération n°4 du Conseil Communautaire du 30 août 2017 fixant le prix de vente des terrains situés sur les ZAE de la CA Tarbes Lourdes Pyrénées.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour décider l'aliénation et l'acquisition de biens immeubles,

Vu les demandes de l'entreprise PIERIC Pyrénées et de M. Richard PASTOR.

Vu l'avis du service des Domaines.

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

Dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités économiques (ZAE) Euro Campus Pyrénées à Ibos, sur la phase 3 du Parc d'activités des Pyrénées à Ibos, la CATLP a été sollicitée par l'entreprise PIERIC Pyrénées pour l'extension de son entreprise située sur le lot 92, et M. Richard PASTOR pour la construction d'un bâtiment pour la location de logistique, pour acquérir les lots 93, 98 bis et 99 détaillés comme suit :

- L'entreprise PIERIC Pyrénées : parcelle I n° 1551 (lot 99) d'une superficie de 2 147 m<sup>2</sup> et une emprise foncière sur la parcelle I n° 1612b (lot 98 bis) d'une superficie de 745 m<sup>2</sup>, superficie totale 2 892 m<sup>2</sup>, au prix de 35 € HT/m<sup>2</sup>, soit un prix total de 101 220 € HT (majoré de la TVA selon les dispositions fiscales en vigueur), auquel il convient de rajouter les frais d'acte de vente.
- M. Richard PASTOR : parcelle I n° 1612a (lot 93) d'une superficie de 2 816 m<sup>2</sup>, au prix de 35 € HT/m<sup>2</sup>, soit un prix total de 98 560 € HT (majoré de la TVA selon les dispositions fiscales en vigueur), auquel il convient de rajouter les frais d'acte de vente.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1** : de procéder à la cession à l'entreprise PIERIC Pyrénées des lots 99 et 98bis dans les conditions exposées ci-dessus.

**Article 2** : de procéder à la cession à M. Richard PASTOR, ou toute autre personne morale ou physique qu'il souhaite substituer, le lot 93 dans les conditions exposées ci-dessus.

**Article 3** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

# **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE DE L'EPCI MEMBRE VERS UN SYNDICAT MIXTE HORS TRANSFERT DE COMPETENCE**

**Entre** les soussignés :

Le Syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA) représenté par son Président, M. Frédéric RE, dûment habilité par délibération du 5 février 2019 ci-après dénommé "le syndicat mixte",

d'une part,

**Et :**

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CA TLP).représentée par son Président, M. Gérard TREMEGE,dûment habilité par délibération du 20 mars 2019, ci-après dénommé "l'EPCI ",

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5721-9 ;

VU les statuts de l'EPCI ;

VU les statuts du Syndicat ;

## **PRÉAMBULE**

Cette mise à disposition présente un intérêt particulier dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des structures.

La brigade bleue de la CATLP assure des missions d'entretien de rivière, notamment sur le CaminAdour. Pour ce, les agents ont un savoir-faire technique et du matériel adapté (treuil, tracteur, pince à grumes, remorque ...). Une partie de leurs salaires est de ce fait intégrée aux coûts de service d'entretien des cours d'eau servant de base au calcul de la taxe GeMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

Cette technicité, la proximité de cette équipe et sa réactivité seront fort utiles au SMAA qui gère le bassin versant de l'Adour du lac bleu à Barcelone du Gers soit sur treize EPCI FP. Il est donc proposé de faire une « mise à disposition de service » entre le SMAA et la CATLP.

## **IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIT**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique du syndicat mixte en date du ....., l'avis du comité technique de l'EPCI en date du 15 mars 2019, l'EPCI met à disposition du syndicat mixte la partie du service Environnement nécessaire à l'exercice de la compétence GeMAPI dévolue au syndicat mixte.

La partie du service Environnement concernée est la suivante :

Dénomination des service(s) ou partie(s) de service(s)	Mission(s) concernées
Brigade bleue Service opérationnel du service Environnement	Entretien des rivières (ripisylve et lit majeur)

La mise à disposition porte sur le personnel (agents de terrain et encadrants) et les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service, matériel de la régie, hors tout matériel particulier à louer (nacelle ...) pour lesquels le SMAA fera appel à des prestataires privés.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

La présente mise à disposition du service, s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment de l'article L.5721-9 CGCT.

## **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention est prévue pour une durée de un an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction tacite.

## **ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS**

Les agents publics territoriaux concernés sont mis à la disposition du syndicat mixte pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction sous l'autorité fonctionnelle du Président du syndicat mixte.

Ce dernier adresse directement au(x) responsable(s) du service les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Le technicien rivière du SMAA organise avant chaque phase de chantier (hors travaux d'urgence) une visite de terrain en présence du responsable du service et/ou du chef d'équipe, afin de définir ensemble les modalités d'exécution du travail demandé ainsi que le matériel et les agents affectés.

Du fait de sa présence sur le terrain, les tâches à accomplir pourront être proposées par la brigade bleue de la CATLP au SMAA.

Il contrôle l'exécution des tâches.

Le Président de l'EPCI est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le Président de l'EPCI, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par le syndicat mixte.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) des agents mis à disposition continue de relever de l'EPCI. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition d'appréciation de la valeur professionnelle pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein du syndicat mixte.

La liste des fonctionnaires et agents non titulaires concernés par cette situation figure en annexe de la présente convention (cf. annexe n° 1).

#### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

Les conditions d'exercice des fonctions mis à disposition au sein du syndicat mixte sont établies par lui.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par l'EPCI, lequel prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe le syndicat mixte qui, sur ce point, peut émettre des avis s'il elle le souhaite. L'EPCI délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information du syndicat mixte si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

L'EPCI verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités). Le personnel mis à disposition est, en revanche, indemnisé directement par le syndicat mixte pour les frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein.

#### **ARTICLE 5 : MISE À DISPOSITION DES BIENS MATERIELS**

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par l'EPCI, même s'ils sont mis à la disposition du syndicat mixte.

L'EPCI établira une liste annuelle des principaux biens acquis et mis à la disposition du syndicat mixte. Cette liste sera remise après chaque adoption de compte administratif par l'EPCI au syndicat mixte, sans que cela entraîne obligation d'annexer cette liste aux présentes ni de passer un avenant à la présente convention.

#### **ARTICLE 6 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT**

Le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en jours) constaté par le syndicat mixte.

La détermination du coût unitaire journalier prend en compte la prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unité de fonctionnement.

Le coût unitaire journalier comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût unitaire journalier est arrêté comme suit :

- 500€/jour de travail pour une équipe de deux personnes,
- 600€/jour de travail pour une équipe de trois personnes,
- 700€/jour de travail pour une équipe de quatre personnes.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement. Le coût unitaire est porté à la connaissance du syndicat mixte, chaque année, avant la date d'adoption du budget. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance du syndicat mixte, dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention.

A la signature de la présente convention, le nombre prévisionnel d'unités de fonctionnement s'établit à maximum 30 jours par an soit six semaines à 5 jours de travail par semaine ; ils seront réalisés, sauf urgence(s), de janvier à avril et d'octobre à décembre.

Le remboursement intervient annuellement sur la base d'un état indiquant la liste des recours au service convertis en unité de fonctionnement.



## **ARTICLE 7 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité du syndicat mixte. Les sommes exposées au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 6 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

## **ARTICLE 8 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION**

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

Elle peut également prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties cocontractantes pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un préavis d'un mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut en outre être mis fin par l'EPCI ou le syndicat mixte à la mise à disposition d'un agent en particulier, notamment sur demande de ce dernier (le cas échéant) ou après son accord, sous réserve du respect d'un préavis d'un mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque cesse la présente mise à disposition, les fonctionnaires, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, reçoivent une affectation dans l'un des emplois que leur grade leur donne vocation à occuper. S'agissant des agents non titulaires de droit public, s'ils ne peuvent être affectés aux fonctions qu'ils exerçaient précédemment dans leur service d'origine, ils font l'objet d'une recherche de reclassement dans la limite de leur engagement en cours.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition sont automatiquement transférés au syndicat mixte pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de l'EPCI, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

## **ARTICLE 9: LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Pau, dans le respect des délais de recours.

Fait à Vic En Bigorre, le

Pour le SMAA

Le Président

Fédéric RE

Fait à Juillan, le

Pour la CA TLP

Le Président

Gérard TREMEGE

**Annexe n° 1 à la convention –  
Liste du personnel concerné par la mise à disposition**

**CATLP/ SMAA**

<b>Nom Prénom</b>	<b>Qualité Statut</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Grade</b>	<b>Durée hebdomadaire de service de l'emploi</b>	<b>Temps de travail à l'agent</b>	<b>% de temps affecté à la mise à disposition</b>
Nicolas DALMIERES	Responsable services opérationnels	B	Technicien	35h	100%	Maximum 5%
Stéphane POURAILLY	Chef d'équipes	C	Agent de maîtrise	35h	100%	Maximum 5%
Aurélien SALVADORI	Chef d'équipe	C	Agent technique	35h	100%	Maximum 13,5%
Fabien ADER	Agent d'exécution	C	Agent technique	35h	100%	Maximum 13,5%
Julien DABAT	Agent d'exécution	C	Agent technique	35h	100%	Maximum 13,5%
Jocelyn OYHARCABAL	Agent d'exécution	C	Agent technique	35h	100%	Maximum 13,5%

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 15**

**Mise à disposition partielle de service de la brigade bleue du  
service Environnement au Syndicat Mixte Adour Amont (SMAA)**

Date de la convocation : 13/03/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. BEGORRE**

**Objet : Mise à disposition partielle de service de la brigade bleue du service  
Environnement au Syndicat Mixte Adour Amont (SMAA)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour prendre toutes dispositions nécessaires relatives au personnel communautaire,

Vu l'avis de la Commission des Ressources Humaines en date du 7 mars 2019,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 15 mars 2019,

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

La brigade bleue assure des missions d'entretien de rivière, notamment sur le CaminAdour. Pour ce, les agents ont un savoir-faire technique et du matériel adapté (treuil, tracteur, pince grumes, remorque ...). Une partie de leurs salaires est de ce fait intégrée aux coûts de service d'entretien des cours d'eau servant de base au calcul de la taxe GeMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

Cette technicité, la proximité de notre équipe et sa réactivité seront utiles au nouveau syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA) qui gère le bassin versant de l'Adour du lac bleu à Barcelone du Gers soit sur treize EPCI. Il est donc proposé de faire une « mise à disposition de service » entre le SMAA et la CATLP, convention qui indiquera que notre équipe interviendra, à la demande du syndicat, maximum six semaines par an, sur la base de l'existant (quatre personnes de terrain et matériel en régie). Ce service sera facturé au SMAA sur la base des coûts horaires des agents complétés des frais de fonctionnement liés aux activités pour lesquelles ils sont mis à disposition.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

**Article 1** : d'approuver la proposition de mise à disposition partielle de service des agents de la brigade bleue auprès du Syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA) selon les termes édictés dans la convention jointe en annexe.

**Article 2** : d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la CA TLP.

**Article 3** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 16**

**Modification du tableau des effectifs**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. BEGORRE**

**Objet : Modification du tableau des effectifs**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°3 du Conseil Communautaire du 31 janvier 2017 donnant délégation au  
Bureau pour prendre toutes dispositions relatives au personnel communautaire,

Vu l'avis de la Commission des Ressources Humaines en date du 7 mars 2019,

Vu l'avis du CTP en date du 15 mars 2019,

Vu l'avis de la CAP en date du 19 mars 2019,

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

### **Modification du temps de travail d'un adjoint du patrimoine :**

- Lors du CTP du 27 novembre 2018, la durée hebdomadaire de travail d'un poste d'adjoint du patrimoine à 10 heures par semaine a été modifiée à 7 heures par semaine.  
Or, cet agent travaille un samedi sur 2 (10 heures semaine 1 et 7 heures semaine 2) ce qui correspond à une moyenne de 8h30 par semaine.

Il est proposé de modifier son poste sur le tableau des effectifs pour le faire passer à 8 heures 30 par semaine.

### **Suppression de postes :**

- suite aux nominations de trois agents dans leur nouveau grade, il est proposé de supprimer du tableau des effectifs :
  - un poste d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet (8 heures par semaine),
  - un poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (16 heures par semaine),
  - un poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet.
- Suite à l'intégration d'un agent au sein d'une administration de l'Etat, il est proposé de supprimer du tableau des effectifs un poste d'adjoint technique à temps complet.
- Après concertation avec la Ville de Lourdes qui ne souhaite plus donner suite au projet d'agent de constatation au service ADS qui devait être mutualisé, il est proposé de supprimer un poste d'adjoint administratif à temps complet.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'adopter les propositions présentées ci-dessus,

**Article 2 :** d'inscrire les crédits nécessaires au budget,

**Article 3 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC1200319\_16-  
DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 17**

**Recrutement d'agents contractuels compte tenu de  
l'accroissement temporaire d'activité dans certains services**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. BEGORRE**

**Objet : Recrutement d'agents contractuels compte tenu de l'accroissement temporaire  
d'activité dans certains services**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 3  
août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion  
de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du  
Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigne, de



Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour approuver les créations et les suppressions d'emplois, les mises à disposition du personnel, à modifier les ratios d'avancement de grade du personnel communautaire, à prendre toutes dispositions en matière de régime indemnitaire, d'organisation de cycles de travail et de conventionnement avec l'Etat dans le cadre du dispositif d'emplois aidés et toutes autres dispositions relatives au personnel communautaire,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale, en particulier son article 3 – 1° et 2°,

## **EXPOSE DES MOTIFS :**

Conformément à l'article 3 (1° et 2°) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient au bureau communautaire d'autoriser M. le Président à recruter du personnel pour faire face à un accroissement temporaire dans nos services.

Compte tenu de la charge de travail accrue au sein des services supports, le Président informe l'assemblée d'une proposition de recrutement d'un agent contractuel à temps complet de catégorie C pour une période maximale de 6 mois afin d'assurer l'instruction des différents dossiers en cours à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

Après avis de la Commission des Ressources Humaines du 7 mars 2019,

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'approuver la création de cet emploi pour accroissement temporaire d'activité tels que mentionnés ci-dessus.

**Article 2 :** d'autoriser Monsieur le Président à procéder à ce recrutement présenté ci-dessus et dans les conditions indiquées,

**Article 3 :** d'inscrire les crédits nécessaires au budget,

**Article 4 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 18**

**Chantiers «Premier pas vers l'emploi environnement» : demande  
de subvention**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. PIRON**

**Objet :** Chantiers «Premier pas vers l'emploi environnement» : demande de  
subvention

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alari,  
Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation  
au Bureau pour solliciter les subventions auprès des partenaires financiers pour les dossiers  
dont la compétence relève de la Communauté.

## EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, dans le cadre du Contrat de Ville du Grand Tarbes 2015-2020 et de sa compétence environnement, a souhaité mettre en œuvre des chantiers « Premier pas vers l'emploi environnement ».

Ces chantiers sont réalisés par des jeunes habitant les quartiers prioritaires de la politique de la Ville de Tarbes et sont encadrés techniquement par les agents du service environnement de la CA TLP et d'un point de vue éducatif, par des éducateurs de rues salariés du GIP Politique de la Ville et de la Caisse des écoles de Tarbes– PRE. Les jeunes sont rémunérés par l'entremise d'une association intermédiaire, Entraides Services, qui fait également les contrats de travail.

Il s'agit d'une mise au travail réelle avec des objectifs avant tout éducatifs : mesurer les motivations des jeunes, adapter leurs comportements à un cadre, créer les conditions de leur insertion socio-professionnelle et valoriser leurs premiers pas dans le monde du travail.

Deux chantiers sont organisés en 2019 : du 11 au 22 mars et du 17 au 28 juin. Ils concerneront six jeunes qui travailleront sur les sentiers de randonnée de la communauté d'agglomération (entretien de la végétation, balisage, panneautage...).

Le Fonds Interministériel de la Prévention de la Délinquance (FIPD) a vocation à financer des actions en adéquation avec les orientations prioritaires de la politique publique de la prévention de la délinquance. Les chantiers organisés par la CA TLP répondent à ces orientations prioritaires, notamment l'axe 1 « Programme d'actions à l'intention des jeunes 12-25 ans exposés à la délinquance et repérés : actions de remobilisation pour prévenir le basculement dans la délinquance et actions de prévention de la récidive ».

Le coût des deux chantiers pour l'année 2019 s'élève à 15 685 € TTC :

Charges de personnel	6 974 €
Entraides Services (rémunération jeunes)	8 211 €
Vêtements de travail	500 €

Un financement de l'Etat, dans le cadre de l'appel à projets FIPD 2019, à hauteur de 50% du coût de l'opération peut être sollicité, soit 7 843 €.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## DECIDE

**Article 1** : de solliciter un financement auprès de l'Etat au titre de l'appel à projets du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance 2019 (FIPD).

**Article 2** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,

  
Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_18-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 19**

**Approbation d'une convention de mise à disposition d'un local sis  
à l'Hôtel d'Entreprises Libération (Tarbes) au profit du GAB 65**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : Mme CURBET**

**Objet : Approbation d'une convention de mise à disposition d'un local sis à l'Hôtel  
d'Entreprises Libération (Tarbes) au profit du GAB 65**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour décider de la conclusion et de la révision du louage de biens immeubles appartenant à la Communauté d'Agglomération.

Vu la demande du Gab 65 en date du 21 janvier 2019.

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

Le Gab 65, Groupement de l'Agriculture BIO des Hautes-Pyrénées, sollicite la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour la location du 2<sup>ème</sup> étage de l'Hôtel d'entreprises Libération, sis 28 avenue de la Libération à Tarbes (65000), d'une superficie de 100 m2, afin d'y héberger son activité d'Agriculture Biologique.

Le Gab 65 souhaite héberger ses bureaux sur une surface de 50 m2 avec un espace d'information relatif à l'Economie Sociale et Solidaire sur les 50 m2 restants.

Il est proposé d'établir une convention de mise à disposition à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 et pour une durée de 24 mois renouvelable, dans les conditions suivantes :

- 8,10 € HT/m2, pour la partie des bureaux (50m2) soit un loyer mensuel de 405 € HT,
- 1 € symbolique mensuel pour la partie dédiée à l'information relative à l'Economie Sociale et Solidaire (50 m2),
- provision sur charges locatives de 1,50 € HT/m2/mois pour la surface totale (100 m2), soit 150,00 € HT mensuel.

La perception des loyers TTC se fera par période trimestrielle.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

**Article 1 :** d'autoriser la mise à disposition de locaux à l'Hôtel d'Entreprises Libération à Tarbes au Gab 65, dans les conditions exposées ci-dessus.

**Article 2 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 20**

**Demandes de subventions pour le dispositif CitésLab**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : Mme DOUBRERE**

**Objet : Demandes de subventions pour le dispositif CitésLab**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°12 du Conseil Communautaire du 6 octobre 2016 approuvant la candidature de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes au dispositif CitésLab de la Caisse des Dépôts.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour solliciter des subventions auprès des partenaires financiers pour les dossiers dont la compétence relèvent de la Communauté.

## EXPOSE DES MOTIFS :

CitésLab est un dispositif national proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Il vise à développer la création d'activités économiques dans les quartiers de la Politique de la Ville (QPV), prioritaires et en veille active.

La réflexion sur la mise en œuvre du CitésLab sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées avait été initiée par le GIP Politique de la Ville en 2015.

Le Grand Tarbes s'est porté candidat auprès de la CDC en octobre 2016 et a été retenu.

Un chef de projets a été recruté en juin 2017 pour assurer les missions suivantes :

- amorçage de projets d'activités économiques dans les QPV ;
- détection des projets en amont de toute formalisation par les créateurs d'activités potentiels ;
- fonction de relais des porteurs de projets vers les dispositifs d'appui en aval et les partenaires de l'emploi et l'insertion ;
- appui dans la durée aux porteurs de projet.

La première année s'est déroulée du 1<sup>er</sup> juin 2017 au 31 mai 2018 et a été financée par la Caisse des Dépôts et Consignations et le GIP Politique de la Ville. La deuxième année s'est déroulée du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 31 mai 2019 et a été financée par la Caisse de Dépôts, le GIP Politique de la Ville et la Région Occitanie.

Le coût de la troisième année de fonctionnement s'élève à 54 219 € TTC :

Charges de personnel	48 619 €
Missions, déplacements	4 000 €
Publications, publicité	800 €
Loyer permanences	300 €
Divers	500 €

Cette troisième année de fonctionnement peut être financé selon le plan de financement suivant :

Caisse des Dépôts et Consignations	16 808 €
Région Occitanie ( <i>Appel à Projets Soutien à l'entrepreneuriat dans les QPV</i> )	10 000 €
GIP Politique de la Ville	7 500 €
Communauté d'Agglomération TLP	19 911 €

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## DECIDE

**Article 1 :** de solliciter les financements auprès de la Caisse des Dépôts, de la Région Occitanie et du GIP Politique de la Ville, pour la troisième année du dispositif CitésLab.

**Article 2** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**





GROUPE



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 92808**

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DES HAUTES PYRENEES A TARBES - n° 000286521**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## CONTRAT DE PRÊT

Entre

**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DES HAUTES PYRENEES A TARBES**, SIREN n°: 381016468,  
sis(e) 28 RUE DES HARAS BP 816 65008 TARBES CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DES HAUTES PYRENEES A TARBES** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »





[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

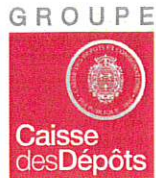
ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LES TOITS DE PYRENE, Parc social public, Construction de 31 logements situés rue Aimé Bouchayé 65600 SEMEAC.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions deux-cent-trente-six mille cent-quatre-vingt-quatre euros (3 236 184,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de sept-cent-soixante-cinq mille neuf-cent-soixante-treize euros (765 973,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-soixante-dix-huit mille sept-cent-quatre-vingt-cinq euros (178 785,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million sept-cent-soixante-quinze mille quatre-cent-trente-sept euros (1 775 437,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-quinze mille neuf-cent-quatre-vingt-neuf euros (515 989,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes





www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Paraphes





[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 -

Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41

[occitanie@caissedesdepots.fr](mailto:occitanie@caissedesdepots.fr)

6/23





www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 -  
Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41  
occitanie@caissedesdepots.fr

7/23



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **29/04/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "**Définitions**" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "**Notifications**".

## **ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

Paraphes



GROUPE



[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

- Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 -  
Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41  
[occitanie@caissedesdepots.fr](mailto:occitanie@caissedesdepots.fr)

9/23

GROUPE



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5234725	5234722	5234723	5234724
Montant de la Ligne du Prêt	765 973 €	178 785 €	1 775 437 €	515 989 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index <sup>1</sup>	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

<sup>1</sup> A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

<sup>2</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes



GROUPE



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### **MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965

Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41

[occitanie@caissedesdepots.fr](mailto:occitanie@caissedesdepots.fr)

MONTPELLIER CEDEX 2 -

12/23



GROUPE



[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

## **ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS**

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

### ■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes



GROUPE



[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

### **ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 -  
Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41  
[occitanie@caissedesdepots.fr](mailto:occitanie@caissedesdepots.fr)

15/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965

Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41

occitanie@caissedesdepots.fr

MONTPELLIER CEDEX 2 -

16/23





www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

## **ARTICLE 16 GARANTIES**

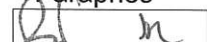
Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES	60,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES LOURDES PYRENEES	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

#### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes



GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

### 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

#### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

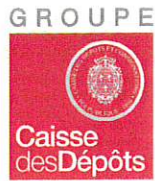
Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 -  
Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41  
occitanie@caissedesdepots.fr

19/23





[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 -  
Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41  
occitanie@caissedesdepots.fr

20/23

GROUPE



[www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

## **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

## **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

## **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

181, PLACE ERNEST GRANIER - CS 99025 - IMMEUBLE OZ'ONE - 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 -  
Tél : 04 67 06 41 00 - Télécopie : 04 67 06 41 41  
[occitanie@caissedesdepots.fr](mailto:occitanie@caissedesdepots.fr)

21/23

GROUPE



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes



GROUPE



[www.groupecaisdesdepots.fr](http://www.groupecaisdesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **06 FEV. 2019**

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Le Directeur Général

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes **Font-Cassiat**

Le, **29 Janvier 2019**

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : **Monsieur**

Nom / Prénom : **PAQUET Brice**

Qualité : **Secrétaire Général.**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

**Brice Paquet**  
**Secrétaire général**

**CAISSE DES DEPOTS**  
Direction régionale Occitanie  
97, rue Riquet  
BP 7209  
31073 TOULOUSE CEDEX 7

Paraphes



**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 21**

**Garantie d'emprunt OPH 65. Construction de 23 logements PLUS et de 8 logements PLAI «Les Toits de Pyrène» situés rue Aimé Bouchayé à Séméac.**

Date de la convocation : 13/03/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. SUBERCAZES**

**Objet : Garantie d'emprunt OPH 65. Construction de 23 logements PLUS et de 8 logements PLAI «Les Toits de Pyrène» situés rue Aimé Bouchayé à Séméac.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-41-3,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour approuver les garanties d'emprunts sollicitées,



Vu la délibération n°19 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2017 définissant l'intérêt communautaire de l'équilibre social de l'habitat,  
Vu la demande formulée par l'OPH 65 le 11 février 2019 tendant à obtenir la garantie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

### **EXPOSE DES MOTIFS :**

Vu le contrat de prêt n°92808 finançant la construction de 23 logements (PLUS) et de 8 logements (PLAI), (SEPA 0101) situés « Les Toits de Pyrène » rue Aimé Bouchayé à Séméac, entre l'OPH 65, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE,**

**Article 1 :** La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées accorde sa garantie à hauteur de 40 % du montant du prêt de 3 236 184 euros représentant un montant de 1 294 473, 60 euros, pour le remboursement du prêt n°92808 dont le contrat fait partie intégrante de la présente délibération, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe.

**Article 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3:** La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

**Article 4 :** Le Bureau Communautaire autorise le Président, ou en cas d'empêchement le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur, et à signer tout document afférent à cette délibération.

à la majorité avec 43 voix pour et 5 ne participant pas au vote, (Mme Josette BOURDEU, M.Yannick BOUBEE, M.Gilles CRASPAY, M.Ange MUR, Mme Anne-Marie ARGOUNES).

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 22**

**Modification des tarifs des piscines Paul Boyrie-Tournesol-Michel  
Rauner-Centre aquatique de Lourdes**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : M. TOUYA**

**Objet : Modification des tarifs des piscines Paul Boyrie-Tournesol-Michel Rauner-  
Centre aquatique de Lourdes**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.



Vu la délibération n°3 du Conseil Communautaire du 31 janvier 2017 donnant délégation au Bureau pour fixer les droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal (tarification des prestations assurées par des services communautaires, fixation du prix de vente des documents divers édités par la Communauté, etc...).

Vu la délibération n°9 du bureau communautaire du 22 février 2018 modifiant les tarifs des piscines de la CA TLP

## EXPOSE DES MOTIFS :

Par délibération n°9 du bureau communautaire du 22 février 2018, la CA TLP gérant désormais les 4 piscines, a décidé d'harmoniser l'ensemble des tarifs à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Considérant que la CA TLP a reçu des demandes de location pour des lignes d'eau au centre aquatique lourdaise, il convient d'ajouter ce tarif à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

## DECIDE

**Article 1 :** d'abroger la délibération n°9 du 22 février 2018

**Article 2 :** de fixer les tarifs suivants pour les piscines de la CA TLP à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 conformément au tableau suivant :

	COMPLEXE AQUATIQUE LOURDAIS	PISCINES BOYRIE TOURNESOL RAUNER	HORS CA TLP
Entrée individuelle	4.00 €	4.00 €	5.80 €
Cartes 10 entrées individuelles	35.00 €	35.00 €	50.00 €
Carte 20 entrées individuelles	60.00 €	60.00 €	86.00 €
Forfait carte 10 H	23.00 €	23.00 €	33.00 €
Entrée individuelle pour les enfants de moins de 4 ans	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Entrée individuelle de 4 à 15 ans inclus, étudiants, lycéens	3.00 €	3.00 €	4.30 €
Carte 10 entrées individuelles de 4 à 15 ans inclus, étudiants, lycéens	25.00 €	25.00 €	36.00 €
Carte 20 entrées individuelles de 4 à 15 ans inclus, étudiants, lycéens	45.00 €	45.00 €	65.00 €
Entrée individuelle + espace bien-être 1h	5.00 €	-	7.20 €
Entrée individuelle + espace bien-être 2h	9.00 €	-	13.00 €
Abonnement annuel	160.00 €	160.00 €	230.00 €
PASS'AQUA enfants – de 16 ans Valable uniquement sur la période du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 août.(1 entrée quotidienne) 1 mois	30.00 €	30.00 €	43.00 €
PASS'AQUA enfants – de 16 ans Valable uniquement sur la période du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 août.(1 entrée quotidienne) 2 mois	50.00 €	50.00 €	72.00 €
50 entrées individuelles Comité Entreprise	175.00 €	175.00 €	252.00 €

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_22-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019



100 entrées individuelles Comité Entreprise	350.00 €	350.00 €	500.00 €
50 entrées + espace bien-être 2h Comité Entreprise	350.00 €	-	500.00 €
100 entrées + espace bien-être 2h Comité Entreprise	600.00 €	-	858.00 €
Entrée tarif réduit (sur présentation carte) ASS (carte invalidité à 80%) CMU ASPA (Alloc.Solidarité Pers.Agées) AAH (Alloc. Adulte Handicapé) RSA (Revenu de Solidarité Active)	2.00 €	2.00 €	2.90 €
Demandeurs d'emploi	2.50 €	2.50 €	3.60 €
Famille nombreuse (3 enfants et +)	3.50 €	3.50 €	5.00 €
Handicapés et accompagnants	2.50 €	2.50 €	3.60 €
Groupe à partir de 12 personnes	3.50 €	3.50 €	5.00 €
PASS entrée famille : 1 adulte + 2 enfants	7.50 €	7.50 €	10.80 €
Entrée exceptionnelle (évènementiel)	1.00 €	1.00 €	1.00 €
Bébés nageurs - la séance	6.00 €	-	8.60 €
Activités aquatiques (aquabike, aquagym, aquajump, etc...) - la séance encadrée 45 mn	10.00 €	10.00 €	14.50 €
Activités aquatiques (aquabike, aquagym, aquajump, etc...) -12 séances sur la plateforme de réservation de P.Boyrie ou abonnement à 1 cours hebdomadaire au complexe aquatique lourdaise	100.00 €	100.00 €	144.00 €
Carte 12 séances de bike self coaching suivant le planning comprenant la location du bike de 30 minutes et l'entrée à la piscine	70.00 €	70.00	100.00 €
Séance de bike self coaching Tarif unitaire de la séance comprenant la location du bike de 30 minutes la séance et l'entrée à la piscine	8.00 €	8.00 €	11.50 €
Apprentissage collectif enfant 1 séance hebdomadaire sur un trimestre	50.00 €	-	72.00 €
Apprentissage collectif enfant 2 séances hebdomadaires sur un trimestre	80.00 €	-	115.00 €
Stage de 5 séances de 45 minutes groupe de 10 à 20 personnes Prix du stage par personne	-	38.00 €	54.50 €
Entrées écoles primaires de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées*	Gratuit	Gratuit	2.50 €
Forfait enseignement pédagogique écoles primaires – la séance (1 MNS /BESSAN pour la séance) **	Gratuit	Gratuit	22.00 €
Entrée enseignement secondaire (hors convention régionale) et supérieur (hors STAPS)*	1.50 €	1.50 €	2.50 €
Accueil de loisir sans hébergement (ALSH)	Gratuit	Gratuit	2.50 €
Location grand bassin au Centre nautique P. Boyrie 1h	-	70.00 €	-
Location grand bassin à Tournesol et M.Rauner 1h	-	50.00 €	-
Location petit bassin au Centre nautique P. Boyrie 1h	-	35.00 €	-
Location ligne d'eau 1h	20.00 €	20.00 €	-
Badge magnétique et bracelet bien-être : remplacement en cas de perte	3.00 €	3.00 €	4.30 €
Carte sans contact à puce RFID mifare	2.00 €	2.00 €	3.60 €
Bonnet de bain polyester	-	2.50 €	3.60 €
Bonnet de bain silicone	-	3.00 €	4.30 €
Bonnet de bain junior polyester	-	2.50 €	3.60 €
Casier automatique	Gratuit	Gratuit	Gratuit

\* sur la base d'un cours hebdomadaire en période scolaire.

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_22-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019

\*\* entrée non comprise, séance de 45 minutes avec un encadrement, conformément aux directives de l'éducation nationale.

Conditions de remboursement :

Mutation professionnelle : soumis à la production d'un certificat de l'employeur du bénéficiaire du produit vendu.

Décès : soumis à la production d'un certificat de décès.

Raisons médicales : soumis à la production d'un certificat au nom du bénéficiaire du produit vendu, spécifiant l'incapacité de pratiquer l'activité physique pour une durée supérieure à 3 ans.

Ces conditions de remboursement s'appliquent pour les tarifs abonnements et activités.

**Article 3 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 23**

**Octroi d'une subvention pour la l'association Tarbes Animation  
pour l'édition 2019 du festival «Équestria»**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : Mme BOURDEU**

**Objet : Octroi d'une subvention pour la l'association Tarbes Animation pour l'édition  
2019 du festival «Équestria»**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-  
Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de  
ramassage scolaire des rives de l'Alaric,  
Vu la délibération n° 6 du conseil communautaire en date du 28 novembre 2018 donnant  
délégation au Bureau pour octroyer des subventions et des fonds de concours et signer les  
conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget,



Vu le courrier du 11 janvier 2019 de l'association Tarbes animation sollicitant un accompagnement financier par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour l'édition 2019 du festival « Équestria ».

### EXPOSE DES MOTIFS :

Pilotée par l'association Tarbes animations, l'édition 2019 du festival Équestria se déroulera du 23 au 28 juillet 2019. Evènement phare du monde équestre, Équestria est un festival unique en son genre qui réussit à rassembler les passionnés d'équitation.

Sa renommée a été confirmée par la présence de plus de 45 000 festivaliers contribuant au développement économique du territoire communautaire.

Le budget 2019 proposé par l'association est le suivant :

CHARGES		PRODUITS	
Communication	52 000	Billetterie	260 000
Hébergements	37 000	Partenaires	266 000
Restauration	98 000	Produits d'activités annexe	3 000
Artistes animateurs	146 000	Exposants	61 000
Déplacements, missions et réception	4 000	Subvention Mairie de Tarbes	80 000
Assurance / Surveillance	32 000	Subvention Conseil régional d'Occitanie	30 000
Technique / Sono-éclairage / location	258 000	Subvention Conseil départemental	30 000
Salaires et charges	107 000	Subvention Communauté d'agglomération TLP	10 000
Droits d'auteurs et redevances	12 000		
TOTAL CHARGES	740 000	TOTAL RECETTES	740 000

Pour l'année, il vous est proposé de renouveler le partenariat entre la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et l'association porteuse du festival Équestria. En effet, il s'agit de maintenir le haut niveau d'attractivité de ce festival.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

### DECIDE

**Article 1 :** d'attribuer une aide de 10 000€ à l'association Tarbes animations pour l'édition 2019 du festival Équestria.

**Article 2 :** d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,

  
**Gérard TRÉMÈGE.**

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20190320-BC200319\_23-DE  
Date de télétransmission : 22/03/2019  
Date de réception préfecture : 22/03/2019

**Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019**

**Délibération n° 24**

**Octroi d'une subvention pour l'association Tarbes Animation pour  
l'édition 2019 du festival «Tarbes en Tango»**

**Date de la convocation : 13/03/2019**

**Nombre de conseillers en exercice : 54**

**Présents :**

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

**Excusés :**

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT  
M. Marc GARROCCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN  
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne  
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne  
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick  
VIGNES

**Absents :**

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

**Rapporteur : Mme BOURDEU**

**Objet : Octroi d'une subvention pour l'association Tarbes Animation pour l'édition  
2019 du festival «Tarbes en Tango»**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,  
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté  
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,  
Vu la délibération n°6 du Bureau Communautaire en date du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget,  
Vu le courrier du 9 novembre 2018 de l'association Tarbes animation sollicitant un accompagnement financier par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour l'édition 2019 du festival « Tarbes en Tango ».

## EXPOSE DES MOTIFS :

Pilotée par l'association Tarbes animations, l'édition 2019 du festival Tarbes en Tango se déroulera en août 2019. Depuis 20 ans, cet événement culturel majeur est devenu le rendez-vous incontournable des tangueros du monde entier.

Sa renommée a été confirmée par la présence de nombreux festivaliers contribuant au développement économique du territoire communautaire.

Le budget 2019 proposé par l'association est le suivant :

CHARGES		PRODUITS	
Imprimerie, publicité médias annonces	40 500	Billetterie	140 000
Hébergements transports	27 500	Stagiaires	85 000
Achats restauration	15 500	Publicité	25 000
Artistes animateurs	122 400	Exposants	11 000
Etude et prestation de services	16 000	Ventes boutique	3 000
Surveillance sécurité	16 000	Produits activités annexes	6 000
Achat boutique	3 000		
Locations	16 000	Subvention Mairie	55 000
Fournitures d'équipement	2 000	Subvention Conseil départemental	10 000
Déplacements, missions et réception	6 000	Subvention Conseil régional d'Occitanie	10 000
Affranchissement	3 000	Subvention Communauté d'agglomération TLP	10 000
Frais Internet	1 000		
Services bancaires	100		
Droits d'auteurs et redevances	15 000		
Salaires et charges	42 000		
Charges artistes et techniciens	29 000		
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>355 000</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>355 000</b>

Pour l'année, il vous est proposé de renouveler le partenariat entre l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et l'association porteuse du festival Tarbes en Tango. En effet, il s'agit de maintenir le haut niveau d'attractivité de ce festival.

Dans ce cadre, l'Agglomération propose de verser une subvention de 10 000 € pour l'année 2019, qui sera versée à la signature de la convention.

L'exposé du Rapporteur entendu,  
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**



**Article 1** : d'attribuer une aide de 10 000€ à l'association Tarbes animations pour l'édition 2019 du festival Tarbes en Tango.

**Article 2** : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1<sup>er</sup> Vice-Président, à signer la convention ci-jointe et à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

**Le Président,**



**Gérard TRÉMÈGE.**



## **PROTOCOLE TRANSACTIONNEL**

### **ENTRE LES SOUSSIGNES**

**La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES**, Téléport 1, zone Tertiaire Pyrène Aéro-Pôle – 65290 JUILLAN, représentée par son Président en exercice Monsieur Gérard TREMEGE, domicilié de droit audit siège, laquelle Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées se trouve aux droits de la COMMUNAUTE DE COMMUNES du CANTON D'OSSUN.

D'UNE PART.

### **ET**

**La SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE DES TRAVAUX PUBLICS (SMABTP)**, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 775.684.764., ayant son siège social 8, Rue Louis Armand 75738 PARIS CEDEX 15, prise en qualité d'assureur dommage-ouvrage par contrat 655438 D 7606 000 (dossier 001SDO13013475) en la personne de ses représentants légaux en exercice, domiciliés en cette qualité audit siège.

D'AUTRE PART.

### **Préalablement à l'accord, objet des présentes, il est rappelé :**

La Communauté de Communes du Canton d'Ossun, aux droits de laquelle se trouve aujourd'hui la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, a entrepris la construction d'un bâtiment Téléport 4 à JUILLAN, avec l'assistance de la Société d'Equipeement des pays de l'Adour (SEPA), sous la maîtrise de Mr Hubert SALADIN, architecte, du BET Structures AEC, du BET Fluides SETES et de diverses Entreprises.

Pour la réalisation de cet ouvrage, un contrat d'assurance dommage-ouvrage avait été souscrit auprès de la SMABTP, sous le numéro : 645.438.D 7606 000.

La réception partielle du bâtiment intervenait le 13 octobre 2011, et la réception définitive les 30 janvier et 18 juin 2012.

Plusieurs sinistres ayant été déclarés, savoir : défaillance de la chaudière entraînant son remplacement (sinistre n° 1) et infiltrations par façades (sinistre n° 2), la Communauté de Communes du Canton d'Ossun introduisait un référé instruction devant le Tribunal Administratif de PAU par acte du 23 octobre 2014.



Par Ordonnance du 6 janvier 2015, une expertise confiée à Monsieur RIVIERE était ordonnée.

Au résultat de la note expertale du 6 janvier 2015, le Président du Tribunal Administratif autorisait la mise en cause de la SMABTP, assureur dommage-ouvrage, par Ordonnance du 17 avril 2015.

L'expert RIVIERE déposait son rapport au greffe du Tribunal Administratif de PAU le 25 mai 2016.

L'expert RIVIERE considérait que le sinistre N°1 concernant la pompe à chaleur relevait de la responsabilité de l'Entreprise COFELY et de l'assureur D.O. et que sa réparation s'élevait à 43.932 €uros H.T., tandis qu'il estimait que le sinistre n° 2 concernant les infiltrations en façades incombait à l'Entreprise JUGE-BOULOGNE et à l'assureur D.O., tout en s'élevant à 429.000 €uros H.T.

Suite au dépôt de ce rapport, les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu de la transaction ci-après.

**Transaction : articles 2044, 2048 et 2052 Code Civil.**

ARTICLE 1.

La SMABTP, assureur dommage-ouvrage, prendra en charge à titre transactionnel, le sinistre N° 2 « Infiltrations par façades » savoir :

- sur ce sinistre n° 2 « Infiltrations par façades » et sur la base des conclusions et estimations de l'expert judiciaire, le remplacement total des menuiseries selon une estimation de 390.000 € HT outre 10 % d'honoraires de maîtrise d'œuvre soit 429.000 € HT soit 514.800 € TTC (TVA à 20 %) ;
- les frais d'expertise d'un montant de 20.655,94 € (justificatifs annexes) ;
- 2.000 €uros d'indemnité pour frais de justice

soit au total : 537.465,94 €uros.

ARTICLE 2.

En contrepartie de ce règlement dont il est donné bonne et valable quittance par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, celle-ci :

- se déclare intégralement remplie de ses droits en ce qui concerne le sinistre n° 2 « infiltrations par façades » et reconnaît que la SMABTP, assureur D.O., est déchargée à son égard de toute obligation pour l'indemnisation de l'ensemble des préjudices consécutifs au désordre n° 2 savoir « infiltrations par façades » objet de l'expertise de Monsieur RIVIERE, visée ci-dessus ;
- renonce à tout recours à l'encontre des constructeurs et de leurs assureurs, et à toute action ultérieure au fond, en relation avec les désordres réparés par la présente transaction, savoir le sinistre n° 2 « infiltrations par façades ».

ARTICLE 3.

La SMABTP s'acquittera de cette indemnité par virement sur le compte bancaire de la CARPA du Barreau de TARBES, dont le RIB sera annexé au présent protocole.

ARTICLE 4.

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES subroge la SMABTP dans ses droits et actions à l'encontre de tout tiers responsable, à concurrence des sommes versées.

ARTICLE 5.

Cet accord ayant été conclu en toute connaissance de cause et après concessions mutuelles et réciproques, les parties renoncent à toute action tant sur un plan amiable que judiciaire, l'une à l'encontre de l'autre, les présentes valant à leur égard transaction définitive dans les termes des articles 2044 et suivants du Code Civil, et revêtant, conformément aux termes de l'article 2052 du même Code, l'autorité de la chose jugée.

Fait en 2 exemplaires, un pour chaque partie.  
Pour valoir ce que de droit entre les parties.

A \_\_\_\_\_, le  
**La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES**  
**Le Président**

A \_\_\_\_\_, le  
**La SMABTP**

**ANNEXES :**

- Justifications du transfert des droits de la Communauté des Communes du Canton d'Ossun au bénéfice de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES : arrêté préfectoral du 3 août 2016
- RIB CARPA TARBES
- Justificatifs frais expertise